

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs  
Etranger : Port en sus

## ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne ..... 80 frs

Minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum ..... 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES  
ET DECISIONS

#### ARRETES ET DECISIONS

##### Présidence de la République

Décision portant nomination d'un vaguemestre ..... 133

##### Ministère de la Défense Nationale

Décision portant engagement dans les forces  
armées togolaises ..... 134

##### Ministère de l'Intérieur

Arrêts portant nomination et destitutions de chefs  
de villages ..... 135

## Ministère de l'Economie et des Finances

1982

12 nov. — Décision n° 1621/MEF/FMF portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la mesure exacte (MESUREX). ..... 135

18 nov. — Décision n° 1648/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du programme spéciale de développement de l'AGE-COOP. .... 135

18 nov. — Décision n° 1649/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). .... 135

29 nov. — Décision n° 1690/MEF/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit au préfet de l'Oti ..... 136

29 nov. — Décision n° 1691/MEF/FO portant autorisation de virement d'une somme au secrétariat administratif du R.P.T. .... 135

29 nov. — Décision n° 1692/MEF/FO portant autorisation de déblocage d'un crédit au préfet de l'Ogou. .... 136

30 nov. — Décision n° 1705/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Mada- ..... 135

30 nov. — Décision n° 1706/MEF/FO portant autorisation de virement d'une somme à l'université du Bénin. . . . . 135

2 déc. — Décision n° 1716/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au programme de lutte contre l'onchocercose. . . . . 136

#### Ministère du Commerce et des Transports

1982

18 nov. — Arrêté interministériel n° 23/MCT/MEF portant révision de la taxe de monopole sur les importations de boissons alcoolisées. . . . . 136

Arrêté portant nomination. . . . . 136

#### Ministère du Travail et de la Fonction Publique

1982

10 nov. — Arrêté n° 1630/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. . . . . 137

10 nov. — Arrêté n° 1631/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile. . . . . 137

17 nov. — Arrêté n° 1682/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. . . . . 137

17 nov. — Arrêté n° 1683/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles. . . . . 137

17 nov. — Arrêté n° 1684/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la radiodiffusion. . . . . 138

17 nov. — Arrêté n° 1685/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la statistique générale. . . . . 138

17 nov. — Arrêté n° 1686/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale. . . . . 138

24 nov. — Arrêté n° 1711/MTFP portant promotion dans le corps du personnel du trésor. . . . . 138

25 nov. — Arrêté n° 1721/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. . . . . 138

29 nov. — Arrêté n° 1738/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. . . . . 138

29 nov. — Arrêté n° 1739/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des contributions directes. . . . . 139

Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachement, changement de corps, abaissement d'échelon, suspensions de fonctions, rappel à l'activité, licenciement et admission à la retraite. . . . . 139

#### Ministère du Plan et de la Réforme Administrative

1982

2 déc. — Décision n° 203/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur. . . . . 156

2 déc. — Décision n° 204/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur. . . . . 156

2 déc. — Décision n° 205/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur. . . . . 156

2 déc. — Décision n° 206/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au trésorier-payeur. . . . . 157

2 déc. — Décision n° 207/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme à l'ASECNA . . . . . 157

2 déc. — Décision n° 208/MPRA/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur. . . . . 157

Arrêté et décision portant création d'une caisse d'avance et nomination d'un régisseur . . . . . 157

#### Ministère de l'Enseignement des Troisième et Quatrième Degrés et de la Recherche Scientifique

Arrêté et décision portant admissions à de divers examens, rectificatif et additif à de précédents arrêté et décision portant admissions . . . . . 157

#### Ministère de l'Aménagement Rural

1982

23 nov. — Arrêté n° 10/MAR fixant les dates limites des mises à feu précoces. . . . . 158

30 nov. — Arrêté n° 13/MAR portant organisation du service de la législation agro-foncière. . . . . 158

Arrêtés et décision portant transfert d'un chef-lieu de région forestière et nominations. . . . . 159

Ministère Délégué à la Présidence de la République  
Chargé de l'Information, des Postes  
et Télécommunications

Arrêté portant nomination. . . . . 159

## DIVERS

Présidence de la République

1982

22 nov. — Arrêté n° 109/PR/MSPAS portant attribution de licence d'exploitation d'une office de pharmacie. . . . . 159

Ministère de l'Economie et des Finances

1982

15 nov. — Arrêté n° 445/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayivon Komlan Akoumé. . . . . 159

17 nov. — Arrêté n° 446/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kpélé Manimbou. . . . . 160

18 nov. — Arrêté n° 448/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yao Diapré. . . . . 160

18 nov. — Arrêté n° 451/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bataba Babayémah Lafelga. . . . . 160

18 nov. — Arrêté n° 452/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Azouma Alotou. . . . . 160

18 nov. — Arrêté n° 453/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Djagnikpo Komi. . . . . 161

22 nov. — Arrêté n° 455/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amégavie Kokou Agbéwoanou. . . . . 161

22 nov. — Arrêté n° 456/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Azlankpor Ayaovi. . . . . 161

22 nov. — Arrêté n° 457/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Anani Folly Doho. . . . . 162

22 nov. — Arrêté n° 458/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Santa N'Tcha. . . . . 162

22 nov. — Arrêté n° 459/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Samana Kossivi. . . . . 162

22 nov. — Arrêté n° 460/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchédéli Ama. . . . . 162

1 déc. — Arrêté n° 462/MEF/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de M. Amouzou Batabati. . . . . 162

1 déc. — Arrêté n° 463/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tsipotou Frantz Kessougbo. . . . . 163

1 déc. — Arrêté n° 464/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tchassao Yikodo. . . . . 163

6 déc. — Arrêté n° 465/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Mouzou N'Doté Padanada. . . . . 163

6 déc. — Arrêté n° 466/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gbikpi Tétévi Ekpeh. . . . . 164

8 déc. — Arrêté n° 468/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akué Adotévi Kpakpogan. . . . . 164

8 déc. — Arrêté n° 469/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Gbodui Dédégan (née Boccovi). . . . . 164

## PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titre foncier. . . . . 164

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES  
ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

### NOMINATION

Décision n° 13/CAB/PR du 8-12-82 — M. ATTIGNON Sédjro, planton de 1ère catégorie échelle D en service au palais de la présidence est nommé vagemestre en remplacement de M. JOHNSON Komlan admis à la retraite.

La présente décision prend effet à compter de la date de signature.

## Ministère de la Défense Nationale

**ENGAGEMENT**

Décision n° 125/D-PR/MDN du 21-10-82 — Les recrues dont les noms suivent sont engagées dans l'armée nationale togolaise et affectées pour ordre à la musique principale des Forces Armées Togolaises pour compter du 1er octobre 1982 :

82-01-5564 AGODO Kodjo  
 82-01-5565 AYESSEMI Kodjo  
 82-01-5566 ABOTSI Komi Ahovi  
 82-01-5567 ADEDJE Koffi  
 82-01-5568 AMEGBLENKE Tèko Kangni  
 82-01-5569 ABLOGO Kom'ian  
 82-01-5570 BLAKIME Essohanam  
 82-01-5571 DAMEGALE Yendoubé  
 82-01-5572 da SILVEIRA Mensan Kuassi  
 82-01-5573 ETSE Koffi Alao Selom  
 82-01-5574 EGBOGBO Kossi  
 82-01-5575 GALLEY Comlan  
 82-01-5576 GBADAGBA Komla Lolonyo  
 82-01-5577 HLOMEDAN Zoky Messan  
 82-01-5578 KOUKOUDE Yawovi Tsomagna  
 82-01-5579 KUEVIAKOE Adamavi  
 82-01-5580 MAMA Bouraïma  
 82-01-5581 SALMTOU Gotargou  
 82-01-5582 SAVI Yawo Amétowoyona  
 82-01-5583 TETEGAN Kodjo  
 82-01-5584 TCHOUROU Piou  
 82-01-5585 Yoba Kokou  
 82-01-5586 YOROU Aklesso Tètougnuma  
 82-01-5587 ZANDJI Komlanvi Agbémavi Sénam  
 82-02-5588 AKAKPO Kokou  
 82-02-5589 AWOUYA Kossi Amétowoyona  
 82-02-5590 ADOKLUTSE Kwassi  
 82-02-5591 AKAGLA Komi  
 82-02-5592 ADJAHOU Kossi Akanava  
 82-02-5593 ABOBOYAYA Komlan  
 82-02-5594 BANKA Kokou Tamegnon Tondji  
 82-02-5595 DEDEY Komla Lolonyo  
 82-02-5596 DJAGBA Komlanvi Ouphouta  
 82-02-5597 ESSESSI Komlan  
 82-02-5598 EHLO Kudzo Azounou  
 82-02-5599 GBENYANAWO Komi  
 82-02-5600 HOUETOGRON Zédéou Aditi  
 82-02-5601 KAKOU Kpatcha  
 82-02-5602 KODJO Noumonvi  
 82-02-5603 KUAMI Aboubakari  
 82-02-5604 MAWOUSSE Atsu  
 82-02-5605 METSOKO Ina Komi  
 82-02-5606 NYATOLAGBE Koffi Mensah  
 82-02-5607 SODONYA Yao Vénounyé  
 82-02-5608 TCHISSI Nassou  
 82-02-5609 TCHONA Amagna Kodjo  
 82-02-5610 TOGABA Kwasivi  
 82-02-5611 TSE Gbédéma Dzifanou  
 82-02-5612 WALADA Tcha  
 82-02-5613 WOMSEY Atsoutsè  
 82-02-5614 YAO Kossi Gadjézo  
 82-02-5615 ZOMENOU Koadjo  
 82-03-5616 AGAMA Lanzi  
 82-03-5617 ASSI Yao  
 82-03-5618 AKPAMADJI Sayo

82-03-5619 AKAKPO Adoukpé  
 82-03-5620 AWADE Pizilapadinè  
 82-03-5621 BADOKI Badawassou  
 82-03-5622 BAMA Hida-Wenkpédiba  
 82-03-5623 BOUWENEKE Kossi  
 82-03-5624 BIMIZI Biyabalo  
 82-03-5625 BREKANA Youlma  
 82-03-5626 DAO Arèwa  
 82-03-5627 DJAKADA Kodjo Essozimna  
 82-03-5628 EREOU Tagba  
 82-03-5629 FARE Kossi Labanté  
 82-03-5630 GNASSINGBE Pinamnwè  
 82-03-5631 KAKOU Tchaou  
 82-03-5632 KAGAH Nassougah Guétaba  
 82-03-5633 KAROUÉ Tcha  
 82-03-5634 KOROH Soukoume  
 82-03-5635 KOULANI Mindissoupe  
 82-03-5636 KOUSSALA Wanta Madjibawena  
 82-03-5637 KPANTE Nadjombé  
 82-03-5638 KOLOU Yoma  
 82-03-5639 KOGOE Pèdèmèdou  
 82-03-5640 LALAGUEWE Komi N'Dadia  
 82-03-5641 MAMAH Sahidou  
 82-03-5642 N'DJELLE Mouzou  
 82-03-5643 MINSA Tchindiè  
 82-03-5644 OURO-EDJIKPA Ali  
 82-03-5645 OURO-AKPO Boutchoum  
 82-03-5646 PATASSE Kliyawélé Amoukiyèm  
 82-03-5647 PALAWIA Kossi  
 82-03-5648 PALLA Gnassioudema Essohouna  
 82-03-5649 PATCHELE Atawa Adimadème  
 82-03-5650 POTHO Tinou  
 82-03-5651 SAGUINTAAH Batibaham  
 82-03-5652 SOSSOGON Manglibè Kokou  
 82-03-5653 SONGOAI Kpatcha  
 82-03-5654 TAGBA Tchabodi Bang'Na  
 82-03-5655 TCHALLA Wiyao  
 82-03-5656 TAKPA Napo  
 82-03-5657 TATAYI Komlan  
 82-03-5658 TAKASSI-KIKPA Kouami  
 82-03-5659 TCHINGUILOU Bidalimbiou  
 82-03-5660 TELOU Abalo Ablasse  
 82-03-5661 TOUKO Affoh-Djimah  
 82-03-5662 YATA Alo  
 82-04-5663 ABOUDOULAYE Odou  
 82-04-5664 ATCHI Djèrèkè  
 82-04-5665 DJAMONGOU Matéyindou  
 82-04-5666 FIAWOO Komlanvi  
 82-04-5667 FANTE Pandanme  
 82-04-5668 KOLANI Kombiéni  
 82-04-5669 KOKOU Akoh  
 82-04-5670 KOURFANGAH Tchissi Afalata  
 82-04-5671 LAMBONI YENDOUBAN Djagbal  
 82-04-5672 LAMBONI Nanfanga  
 82-04-5673 MINGNANGUIBE Gatékoa  
 82-04-5674 NANDIOK Lallé  
 82-04-5674 NANDIOK La'le  
 82-04-5675 N'GUISSAN Som  
 82-04-5676 OUYENGA Yémso  
 82-04-5677 POLY Atakou Kokou  
 82-04-5678 TCHAMBOU Koffi  
 82-04-5679 YABOURI Timbiédja  
 82-04-5680 YEMPANE Batiénin  
 82-04-5681 YENTIARE Mante

## Ministère de l'Intérieur

## NOMINATION

Arrêté n° 147/INT-SG-APA du 25/11/82 — Sont nommés chefs de villages dans la préfecture de Tchamba, les personnes dont les noms suivent, désignées par voie élective :

- El Hadj Daouda GOUYAROU : chef du village d'Affém-Boussou
- ADAM Omorou : chef du village de Balanka

El Hadj Daouda GOUYAROU, chef du village d'Affém-Boussou, relève de l'autorité directe du chef de canton de Tchamba.

M. ADAM Omorou, chef du village de Balanka, relève de l'autorité directe du chef de canton de Koussountou.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

## DESTITUTIONS

Arrêté n° 148/INT-APA du 25/11/82 — M. TABOU Panan, chef du village de Yao-Copé (préfecture de Tchaoudjo), est destitué de ses fonctions pour faute grave.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 149/INT-SG-APA-AP du 25/11/82 — M. TCHAMDJIA Aléba, chef du village de Yadè-Bou (préfecture de la Kozah, est destitué de ses fonctions pour faute grave.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de signature.

## MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

## AUTORISATIONS DE PAIEMENT

Décision n° 1621/MEF/FMF du 12/11/82 — Est autorisé le paiement par virement de la somme de un million sept cent cinquante mille (1.750.000) francs CFA au profit de la MESURE EXACTE (MESUREX), 6, rue général Eyadéma Tokoin Gbonvié du montant de la facture n° 10/MEX/AA/82 relatif aux travaux de lotissement des terrains destinés à être affectés aux expropriés militaires et assimilés de Lomé II.

Le montant de cette somme doit être viré au compte n° 36-011569 M auprès de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO) Lomé pour le compte de la Mesure Exacte.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982 au code 08, chapitre 62, article 00-00-99.

Décision n° 1648/MEF/FCS du 18/11/82 — Est autorisé le paiement au profit du « programme spécial de développement » de l'AGE-COOP (P.S.D/AGE-COOP), de

la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo au titre de l'année 1982.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 35 160.003 Y domicilié à la B.I.A.O. 9, Avenue de Messie, 75 360 Paris Cedex 08.

La dépense est imputable au budget général gestion 1982 code 08, chapitre 83, article 02-00-99.

Décision n° 1649/MEF/FCS du 18/11/82 — Est autorisé le paiement au profit de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) de la somme de : Soixante dix millions huit cent cinquante cinq mille cinq cents (70.855.500) francs CFA, pour permettre à cet organisme de couvrir les charges de la période du 1er au 3e trimestre 1982, au titre des activités nationales (article 10).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 317 00142 40 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (UTB) à Lomé, au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, code 08, chapitre 84, article 00-00-99.

Décision n° 1691/MEF/FO du 19/11/82 — Est autorisé le virement de la somme de : cinq millions (5.000.000) de francs CFA représentant l'abattement de 10 % opérés au budget sur la rubrique « dépenses communes ».

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 011 ouvert au Trésor Public au nom du secrétariat administratif du R.P.T.

La dépense est imputable sur le code 08, chapitre 82, article 06 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 1705/MEF/FCS du 30/11/82 — Est autorisé le paiement au profit de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) de la somme de : VINGT TROIS MILLIONS SIX CENT DIX SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE (23.617.960) FRANCS CFA, pour permettre à cet organisme de couvrir les dépenses de fonctionnement pendant le 4e trimestre 1982, au titre des activités nationales (ARTICLE 10).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 317.00142.40 ouvert auprès de l'union togolaise de banque (UTB) à Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1982, code 08, chapitre 84, article 00.00.99.

Décision n° 1706/MEF/FO du 30/11/82 — Est autorisé le virement de la somme de : cent millions (100.000.000) de francs CFA représentant le déblocage partiel de l'abattement de 10 % opéré sur la subvention allouée à l'Université du Bénin.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 440-21 ouvert au Trésor Public de Lomé.

La dépense est imputable sur le code 25, chapitre 92, article 03 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 1716/MEF/FCS du 2/12/82 — Est autorisée le paiement au profit du « Programme de Lutte Contre l'Onchocercose (Contribution WHO/OCP 1982), de la somme de neuf millions six cent trente trois mille cinq cent soixante (9.633.560) francs CFA soit l'équivalent de 28.334 dollars EU, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1982 ;

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire l'O.M.S. n° 015-002 527 ouvert à la Chemical Bank, United Nations Office New York, N Y 100 17, U.S.A.

La dépense est imputable au budget général gestion 1982, code 08, chapitre 83, article 02-00-99 comme suit :

P.L. Oncho. . . . .	7.500.000
C.R.E.A.M. . . . .	2.133.560
Total. . . . .	9.633.560

#### DEBLOCAGES DE CREDITS

Décision n° 1690/MEF/FO du 29/11/82 — Il est mis à la disposition du préfet de l'Oti un crédit de cinq cent mille (500.000) francs CFA pour « effectuer des travaux d'entretien au Domaine du Président de la République à Mango »

La dépense est imputable sur le code 06, chapitre 07, article 01 du budget général - gestion 1982.

Décision n° 1692/MEF/FO du 29/11/82 — Il est mis à la disposition du préfet de l'Ogou un crédit de deux millions sept cent trente un mille vingt cinq (2.731.025) francs CFA pour « lui permettre de payer les agents d'entretien à la résidence du chef de l'Etat de Elavagnon (Est-Mono) ».

La dépense est imputable sur le code 06, chapitre 07, article 01 du budget général - gestion 1982.

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 23/MCT/MEF du 18/11/82 portant révision de la taxe de monopole sur les importations de boissons alcoolisées.

Le ministre du commerce et des transports ;  
et le ministre de l'économie et des finances ;

Vu la constitution notamment en son article 21 ;

Vu le décret n° 82-180/PR/MCT du 8 juillet 1982 portant création de la régie togolaise des alcools ;

Vu le décret n° 82-181/PR/MCT du 8 juillet 1982 portant composition du comité de gestion de la régie togolaise des alcools ;

Vu l'arrêté interministériel n° 21/MCT/MEF du 6 octobre 1982 fixant les modalités de prise en charge des stocks de boissons alcoolisées en entrepôt ou en cours de transport ;

#### ARRETEMENT :

Article premier — La taxe de monopole de 3%, instituée par l'arrêté n° 21/MCT/MEF sus-visé et frappant les importations de boissons alcoolisées autres que celles de la régie togolaise des alcools, débarquées sur le territoire entre le 6 octobre 1982 et le 31 décembre 1982, est révisée ainsi qu'il suit :

— de la date de signature du présent arrêté, au 30 novembre 1982 : 5% de la valeur CAF des stocks de référence ;

— Pour la période du 1er au 31 décembre 1982 : 7% de la valeur CAF des stocks concernés.

Art. 2 — Compte tenu du caractère transitoire et exceptionnel de la taxe de monopole, les importateurs concernés par son règlement ne sont pas autorisés à l'intégrer, ni en totalité, ni en partie, parmi les éléments de formation des prix.

Art. 3 — Le directeur général des douanes, le directeur général de la SONACOM, le directeur du commerce extérieur, le directeur du commerce intérieur, des prix et du contrôle et le directeur du Port autonome de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de signature et sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 18 novembre 1982

Le ministre de l'économie et des finances  
T. TEVI BENISSAN

Le ministre du commerce et des transports  
Pali Yao DJALLA.

#### NOMINATIONS

Arrêté n° 22/MCT du 11/11/82 — Sont nommés chefs de division les agents dont les noms suivent :

M. ALLAGLO Mawuena Ayaovi, administrateur civil de 2e classe 4e échelon, chef de la division de la promotion des échanges.

M. DJADOO Koffi, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon, chef de la division de la planification.

M. PIYINDA E. Abéda, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon, chef de la division des négociations internationales.

M. IHOU Kouami Agbogboli, administrateur civil de 2e classe 1er échelon, chef de la division import — export.

M. SITI Akouété, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon, chef de la division des affaires communes.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.



## MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

## PROMOTIONS

Arrêté n° 1630/MTFP du 10/11/82 — M. ABINATA Dandaba Kézié, n° m/e 004739-V, instituteur de 2e classe 4e échelon (catégorie B-indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur de 1ère classe 1er échelon (indice 1150) à compter du 1er janvier 1980.

En attendant la parution du statut particulier des conseillers d'orientation, M. Abinata Dandaba Kézié, n° m/e 004739-V, instituteur de 1ère classe 1er échelon (catégorie B-indice 1150), titulaire du certificat de stage de formation en information et orientation à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux ans à l'institut de formation des conseillers d'orientation de Strasbourg (France), est rayé de son cadre d'origine et intégré dans la catégorie A2 en qualité de conseiller-adjoint d'orientation de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 1200) à compter du 30 septembre 1980.

L'intéressé reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1631/MTFP du 10/11/82 — Les assistants ci-après désignés (Cat. C), du cadre des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

*Au grade d'assistant principal de classe exceptionnelle*

1-4-81 — AFFO Wolou, n° m/e 012550-Q, assistant principal 3e échelon

1-1-82 — BALIKPO Ekoué, n° m/e 107590-Q, assistant principal 3e échelon

*Au 1er échelon du grade d'assistant de 1ère classe*

1-1-81 — TCHEKPI Yom, n° m/e 011481-B, assistant de 2e classe 4e échelon.

Arrêté n° 1682/MTFP du 17/11/82 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, du cadre du personnel de l'enseignement sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

*Corps des inspecteurs de l'éducation nationale (cat. A1)*

*Au 1er échelon du grade d'inspecteur de l'éducation nationale de 2e classe*

18- 9-82 — AWIDINA Ama Tchaou,

12-10-82 — SEGLA Kodjo Wollema,

12- 9-82 — DJANEYE-BOUGONOU Gbati, inspecteurs de 3e classe 4e échelon

*Corps des professeurs de l'éducation physique et sportive (cat. A1)*

*Au 1er échelon du grade de professeur d'EPS de 2e classe*

1- 9-82 — ABALO Komlan Ayité Kotilé, prof. d'EPS de 3e classe 4e échelon

*Corps des professeurs des collèges d'enseignement général (cat. A2)*

*Au 1er échelon du grade de professeur des CEG de 1ère cl.*

14- 1-82 — KANKOUE-AHO Fo'i Kossi, prof. des CEG de 2e classe 3e échelon

*Au 1er échelon du grade de professeur des CEG de 2e cl.*

10- 9-82 — LAISON K. Ayi,

11- 9-82 — BATANTA Baguiyéma Raganandé,

12- 9-82 — DJOSSOU Yaovi, professeurs des CEG de 2e classe 3e éch.

*Corps des instituteurs-adjoints (cat. C)*

*Au 1er échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2e cl.*

1- 1-82 — AKORO-ATY Assa Mama,

8- 9-80 — TSEKPUIA Yao Wobubé, instituteurs-adjoints de 3e classe 4e échelon.

*Corps des moniteurs (cat. D)*

*Au 1er échelon du grade de moniteur de 2e classe*

1-1-82 — AGUDZE Akossiwavi Nutépé épouse YAKPOVI,

1-1-82 — ASSOUMANOU Méménétou, épouse IDRISOU,

1-1-81 — AGBOKOU Yawa, épouse AMEGAN,

1-1-81 — KONDO Dolibe, épouse IDRISOU,

1-1-82 — DJANA-SALIMKPETA Lanwi, monitrices de 3e classe 4e échelon.

M. TSEKPUIA Yao Wobubé, instituteur adjoint de 2e classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade à compter de 8 septembre 1982.

Arrêté n° 1683/MTFP du 17/11/82 — Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

*Corps des agents de maîtrise (cat C)*

*Au 1er échelon du grade d'agent de maîtrise de 1ère cl.*

8-3-82 — APEDJI Ayawovi Covi, agent de maîtrise de 2e classe 4e échelon

*Au 1er échelon du grade de contremaître*

8-4-82 — KOUDZODZI Azansou, contremaître adjoint 4e échelon

*Corps des agents spécialisés (cat. D)**Au 1er échelon du grade d'agent spécialisé principal*

1-11-82 — ALOU Yam, agent spécialisé confirmé 3e éch.

Arrêté n° 1684/MTFP du 17/11/82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel de la radiodiffusion, sont promus au grade supérieur de leur corps aux dates suivantes :

*Corps des administrateurs de la radiodiffusion (cat. A1)**Au 1er échelon du grade d'administrateur de la radiodiffusion de 1ère classe*

2-8-82 — OUYI Kossi Tassane, adteur de la radio de 2e classe 4e échelon

*Corps des contrôleurs techniques (cat. B)**Au 1er échelon du grade de contrôleur technique de 1ère classe*

23-11-82 — ASSIMADI Kwami, cont. tech. de 2e classe 4e échelon

*Corps des assistants de production (cat. C)**Au 1er échelon du grade d'assistant de production de 1ère classe*

31-7-82 — NONOU Ahadji Komlan, assistant de produc. de 2e classe 4e échelon.

Arrêté n° 1685/MTFP du 17/11/82 — M. AGBOGAN Kokou, n° m/e 001069-P, adjoint technique de la statistique de 2e classe 4e échelon (cat. B), du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, est promu au grade d'adjoint technique de 1ère classe 1er échelon à compter du 9 avril 1982.

Arrêté n° 1686/MTFP du 17/11/82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre interministériel de l'administration générale, sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

*Corps des attachés d'administration (cat. A2)**Au 1er échelon du grade d'attaché d'administration de 1ère classe*

2-5-81 — PARKOO Kodjo, attaché d'action de 2e classe 4e échelon

*Corps des secrétaires d'administration (cat. B)**Au 1er échelon du grade de secrétaire d'administration principal*

1-1-81 — AGBANGBA Djibirine Bouraïma, Attih, secrétaire d'administration de 1ère classe 3e échelon.

*Au 1er échelon du grade de secrétaire d'administration de 1ère classe*

1-10-81 — GABA Massan Fafavi Mawuleté, épouse KANGBENI. secrét. d'action de 2e cl. 4e éch.

Arrêté n° 1711/MTFP du 24/11/82 — Les agents de recouvrement de 2e classe 4e échelon (cat C), ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires du trésor, sont promus au grade d'agent de recouvrement de 1ère classe 1er échelon à compter du 1er mars 1982.

— DJOGBESSI Dassou

— ADJA Gnékpa

— AGBENOWODUGA Elikplim

— TOME GAH Latré

— AMEZIAH Godo Sassou

— KOKOLE Adandogou

Arrêté n° 1721/MTFP du 25/11/82 — Les adjoints techniques d'agriculture ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

*Au 1er échelon du grade d'adjoint technique principal*

25-4-82 — TASSI Kossigan, adjoint technique de 1ère cl. 3e échelon.

*Au 1er échelon du grade d'adjoint technique de 1re classe*

16-8-82 — AGBEMEHE Missiagbéto Kossi,

1-12-80 — BALLY Dogomaga,

adjoints techniques de 2e classe 4e échelon.

M. BALLY Dogomaga, adjoint technique de 1re classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 1er décembre 1982.

Arrêté n° 1738/MTFP du 29/11/82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

## E L E V A G E

*Corps des vétérinaires-inspecteurs (Cat. A1)**Au 1er échelon du grade de vétérinaire-inspecteur en chef*

2-8-82 — ADAM Zato, vétérinaire-inspecteur 4e échelon

## A G R I C U L T U R E

*Corps des ingénieurs (Cat. A1)**Au 1er échelon du grade d'ingénieur principal*

1-9-82 — MATTHIA Dodzi Apote

5-11-82 — ALLAGLO Koffi,

ingénieurs de 1re classe 3e échelon.

*Corps des adjoints techniques (Cat. C)**Au 1er échelon du grade d'adjoint technique principal*

1-1-81 — VONOO Kangni, adjoint technique de 1re classe 3e échelon.



Arrêté n° 1739/MTFP du 29/11/82 — M. YENKEY Koffi Kouma, n° mle 013353-B, agent d'assiette de 2e classe 4e échelon (cat. C) du cadre des fonctionnaires des contributions directes, est promu au grade d'assiette de 1re classe 1er échelon à compter du 1er août 1982.

### Admissions

Arrêté n° 1619/MTFP du 5/11/82 — M. BLEWUSSI Sessi, n° mle 022951-R, mécanicien-chauffeur permanent de 4e catégorie hors échelle, titulaire des certificats de fin de stage des mécaniciens d'engins lourds et des chefs d'équipe mécaniciens du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER) est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité de contremaître-adjoint 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) à compter du 1er décembre 1976 et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 7 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter du 2 janvier 1980 au point de vue de la solde.

Arrêté n° 1626/MTFP du 9/11/82 — M. HOUNKANLI Yaovi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, et du diplôme d'Etat de docteur vétérinaire de la faculté de médecine et de pharmacie de l'université de Dakar (Sénégal) est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité de vétérinaire-inspecteur 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1638/MTFP du 10/11/82 — M. AMOUSSOU Comé n° mle 034075-M, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 11 et 12 octobre 1979, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement en qualité d'agent permanent du 4 octobre 1964 au 31 décembre 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-80 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification

1-1-80 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification

1-1-80 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification

1-1-80 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1639/MTFP du 10/11/82 — En attendant la parution du statut particulier des sténo-dactylographes-correspondanciers, Mlle EDOH-BEDI Améyo Morkor, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (employé de bureau) et du brevet d'études professionnelles (sténo-dactylographe-correspondancier), est nommée dans la catégorie C en qualité de sténo-dactylographe-correspondancière de 2e classe 2e échelon stagiaire (indice 600) et mise à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 8 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1640/MTFP du 10/11/82 — Mme YANEVITCH Eléonora Andreevna, épouse DOUHADJI, n° mle 110464-J, opératrice mécanographe contractuelle en service à la direction du centre national d'études et de traitements informatiques (C.E.N.E.T.I.) à Lomé, titulaire du diplôme de technicien de mécanisation des calculs (informatique) du technicum de transport ferroviaire de Djerjinski d'Odessa (U.R.S.S.), admis en équivalence du brevet de technicien (B.T.), est nommée dans le cadre des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'opératrice mécanographe de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) pour compter du 2 janvier 1981, date de sa prise de service et reste mise à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (chapitre 32, article 9 du budget général).

Le présent arrêté prend effet du point de vue de la solde à compter du 16 septembre 1982.

Arrêté n° 1641/MTFP du 10/11/82 — M. d'ALMEIDA Amah, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur électro-mécanicien de l'Institut Polytechnique d'Odessa (URSS), est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur électro-mécanicien de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1642/MTFP du 10/11/82 — Est rapporté en ce qui concerne M. EDAH Komi Adogo, l'arrêté n° 1253/MTFP du 15 décembre 1978 portant nomination.

M. EDAH Komi Adogo, n° mle 104940-E, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové:

section forêts et chasses du centre d'apprentissage agricole de Tové promotion 1975-1978 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique des forêts et chasses de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) à compter du 21 août 1978 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 9 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 novembre 1981.

Arrêté n° 1643/MTFP du 10/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'éducation physique et sportive (CA PEPS) de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaires (cat. A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 4 du budget général)

VIGNON Adjé Adjéoda

GBATI Djani Lentame Kokou

KOFFITSRI Anani Kodjo Elawoé

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1644/MTFP du 10/11/82 — M. ADDI Tchakpala, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option : maçonnerie) et du brevet de technicien-deuxième partie (spécialité : géologie) de l'école centrale d'industrie de commerce et d'administration (ECICA) de Bamako, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint technique 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1645/MTFP du 10/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude au monitorat, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

LARE Lardja Mondou

KONLANI Yendoukoa

MANGUE Kolani Nakordja.

Une bonification d'ancienneté leur est accordée pour leurs services antérieurs accomplis dans l'enseignement

catholique en qualité de moniteurs permanents en application de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 dans les conditions suivantes :

LARE Lardja Mondou, 11-9-1978 au 15-9-1980 : 2a 4j. 1a 4m. 2 j.

KONLANI Yendoukoa, 6-1-1976 au 15-9-1980 : 4a. 8m. 9j. 3a. 1m. 16j.

MANGUE Kolani Nakordja, 1-1-1976 au 15-9-80 : 4a. 8m. 14j. 3a. 1m. 16j.

MM. KONLANI et MANGUE sont élevés au 2e échelon de leur grade et conservent respectivement un an un mois seize jours (1a. 1m. 16j.) et un an un mois dix neuf jours (1a. 1m. 19.) d'ancienneté.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1646/MTFP du 10/11/82 — En attendant la parution du statut particulier des instructeurs de jeunesse et d'animation, les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'agents de promotion culturelle (CAAPC) de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé, sont nommés dans la catégorie B en qualité d'agents de promotion culturelle de 2e classe 1er échelon stagiaires (indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 5 du budget général) :

— ADZOR Koffi Sénou Mabou

— AHALE Komi Agbéko

— ATSU Koffi Ayitévi

— DJABANDE Koakou

— DJAHLIN Agbodéka Koami

— GBEDEDZI Sitsofe Mokpokpo

— HIAME Afi Dzigbondi

— KODJO Kossi

— MIGBODZI Kossi Sekou Gozo

— NONDOW-DIWIH Kpatcha Agba

— POTISON Ayélé Ayélé

— SOTODJI Yao

— DIFEZI Houro Sodji Tchakoli

— ANAWOUI Kokou Essohonam.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1647/MTFP du 10/11/82 — En attendant la parution du statut particulier des conseillers adjoints de jeunesse et d'animation, M. ADIGBO Kodjo Klutsé, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller-adjoint de jeunesse et d'animation (CACAJA) de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé, est nommé dans la catégorie A2 en qualité de conseiller-adjoint de jeunesse et d'animation de 2e classe 1er échelon (indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 5 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1648/MTFP du 10/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de maître d'éducation physique et sportive (CA-MEPS) de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 4 du budget général) :

AJAVON Amakoe Djidudu  
KAKAYE Lamotou  
KOUAMI Kokou Enyiléa  
GBEMAFU Kofigan Agbeko  
MOKLI Kossi Dodji  
ABOTCHI Comlan  
ADANNOU Togbé Dossavi  
AGBO Assiongbon  
LABIH Kossivi Alissé, Echo  
BOSSOU Kouassivi  
DOGBE Adjoua Sika.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1649/MTFP du 10/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré et admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires (session d'août 1982) sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

ABDOU-WAHABOU Bassirou  
ABOTCHI Yaovi  
ADEGBLEAME Kokou Dodzi  
AFUTOO Ekué  
OUROTOU Agba  
AGBOTO Komlavi  
ALAKOU Iré-Nikassé  
AMEHE Kodjotsé Aboéwudja  
AMETANA Kossi Evena  
AMOUZOU Komlan  
ATCHOZOU ATAKORA Maguiliwé  
BEDEMA Kézié Bilakiyém  
BENISSAN MESSAN Dédé Akpéne  
BOSSA Afanakin  
BOSSA Kouassivi Enoulagnon  
BOUKARI Yakoubou  
DJINDJI Tabrassé Toutériki  
EGBARE Bikiliwé  
EKLU Dodzi  
EWOMSA Kossi Sounobi  
GNANSA Bayoubafiguima  
KABASSEMA Lagba Maboabalin  
KARGOU Nangbandjoua

KAYOU Tchalla Bilamzoué  
KIMANG Tchao Essolabina  
KODJOAKOU Komi Messan  
KOGBETSE Kossi Sewoenam  
KOVI Komivi  
N'DEDJELE Toyi  
NIKOUE Kouété  
N'TCHIRIFOU Bawa Koffi  
NOFODJI Kossi Tofodji  
NONKOU Fo Kouami  
NOGLO Kokou  
NYABI Kodzo Agbessi  
NYAGBLODZRO Koku Edzona  
OURO-AKPO Sourouwé  
OURO-GOMMA Kéziré  
PATAWOLO Epèyo  
SEGBENOU Ladjokpo  
SEWONOU Kokouvi Abuéwudza  
SODJI Mègan Assouh  
SOSSOU LOSSA Efoé  
TCHA-DJERI Kondow  
TELOU Afayignidou  
TONOU Anoumou  
TOSSOU Komlan  
TOUCHI Tété  
WOURONILE Djobo  
SEWONOU Akakpo Kodjovi

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1650/MTFP du 10/11/82 — M. AKOSSI Kodjo, n° mle 037285-P, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat session des 25 et 26 août 1977 est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1978 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de dix mois douze jours (10 m 12 j) est accordée à l'intéressé pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1977 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-78 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 10 m 12 j de bonification

19-2-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

M. AKOSSI dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1651/MTFP du 10/11/82 — Les candidats ci-après désignés, admis au certificat de fin d'études normales (CFEN, section ENS, option : Bio'logie) de l'école normale supérieure d'Atakpamé, session de juin 1982, sont nommés en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général (CEG) de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et sont mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

ADJANOR-ADANLETE Ayi  
 AGBA Gbati  
 AHOUANKPO Yaovi  
 AJAVON Kokoè Adodo  
 AKPAH Ayélé Dodji Elavanyo  
 ALFA Magiwè Meheza  
 AMEYI Kwami Edem  
 APEDO Kodjo Azunu  
 AZAMBO Kompé (épouse KIDIFEMA)  
 BOYODI Tchao Mahounani  
 DOTSEY Debi Situ  
 DOUTI Pakadamba  
 GANU Ankouvi Sena  
 GBE Kwami Mensah  
 GUESSOU Amouzou Abed  
 KAGBARA Tchabotcho Awédè  
 KANGO Yaovi  
 KPAKPADINA Adabouyou  
 KEKESSI Ananivi  
 KOKA Dégra  
 KOMBATE Bandissounti  
 KOUDEKA Kodjo Edjinam  
 LAOUWAYI Dawayi Atchitawè  
 MINZA Batchâmtom  
 MANDARE Dapandja  
 OFRIDAM Akouvi Ozoalimè  
 PANA Palaiyani Mananamessa  
 POUTMA Egoïo Dadanama  
 SODJADAN Kokou Samah  
 TASSO Yao Guidayéma  
 TCHA-KPEDEOU Esso- Wènzaza  
 TEBIE Kassan Kpidji Nandiou  
 WANTA Badombena Kanda  
 WOUEKPO Comlan Adodo  
 YAOFE Kokou Dodzigan  
 YAMPOADEB Gountante  
 YEMEY Novihô

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1655/MTFP du 15/11/82 — En attendant le contrôle des diplômes au Ghana les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et

mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

ATTASSIM Mamah  
 GUNN Kayi Akofa, épouse AWUTEY  
 MISSIHU Kwasi Agbénoxevi  
 ANOUR Tei  
 ACOLATSE Esi (Mary), épouse KOKOU  
 TSOGBE Deckor Kodjo  
 TSOLENYANOU Akouwa, épouse  
 KOUNETSRON.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1678/MTFP du 17/11/82 — Les moniteurs permanents ci-après désignés admis au concours de monitorat session des 22 et 23 octobre 1980, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1er janvier 1981 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

- BABA-TOUNDE Tessélémi, moniteur perm. de 3e cat. échelle C
  - AGADA Tonzomiè Tchao, moniteur perm. de 2e cat. échelle B
  - KPELENGA Kokou Alognim, moniteur perm. de 2e cat. échelle A
  - DOTEY Koffi, moniteur perm. de 3e cat. échelle B
  - ADOM Kokou Afatchao, moniteur perm. de 3e cat. échelle A
  - AGBO Akua Offosua, monitrice perm. de 2e cat. échelle A
  - BAMOU Kossiwa, épouse KARBOU, monitrice perm. de 3e cat. échelle A
  - AMEKPO Amavi Abouazo, épouse ADJEI, monitrice perm. de 2e cat. échelle A
  - BOSINAMBO N'Datchonaï, moniteur perm. de 3e cat. échelle B
  - AYA Atta, moniteur perm. de 2e cat. échelle B
  - KASSENE Ankou Agbégno, moniteur perm. de 2e cat. échelle B
  - ABADJO Sékpaa, moniteur perm. de 2e cat. échelle A
  - MAMA Awissi, monitrice perm. de 2e cat. échelle A
  - ADAMA Koffi, moniteur perm. de 2e cat. échelle A
  - AKOUTA-ALASSANI Maké, monitrice perm. de 3e cat. échelle B
  - GNANDI Gbati, moniteur perm. de 3e cat. échelle B
- Une bonification d'ancienneté leur est accordée en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :
- BABA-TOUNDE Tessélémi 1-10-67 au 31-12-80 13a 3m 6a  
 DOTEY Koffi 1-10-67 au 31-12-80 13a 3m 6a  
 KPELENGA Kokou Alognim 19-1-77 au 31-12-80 3a 11m 12j 2a 7m 18j

- ADOM Kokou Afatchao 11-9-78 au 31-12-80 2 a 3 m 20 j  
1 a 6 m 13 j
- AGBO Akua Offosua 11-9-78 au 31-12-80 2 a 3 m 20 j  
1 a 6 m 13 j
- BAMOU Kossiwa 11-9-78 au 31-12-80 2 a 3 m 20 j 1 a 6 m 13 j
- AMEKPO Amavi Abouazo 9-2-78 au 31-12-80 2a 10 m 22 j  
1 a 11 m 4 j
- KASSENE Ankou Agbéno 14-2-78 au 31-12-80 2 a 10 m 17 j 1 a 11 m 1 j
- ADAMA Koffi 29-5-78 au 31-12-80 2 a 7 m 2 j 1 a 8 m 21 j

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

**BABA-TOUNDE Tessélémi et DOTEY Koffi**

- 1-1-81 — moniteurs de 3e classe 1er échelon + 6 ans de bonification
- 1-1-81 — moniteurs de 3e classe 2e échelon + 4 ans de bonification
- 1-1-81 — moniteurs de 3e classe 3e échelon + 2 ans de bonification
- 1-1-81 — moniteurs de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée)

**ADOM Kokou Afatchao,**

**AGBO Akua Offosua et KARBOU Kossiwa**

- 1-1-81 — moniteurs de 3e classe 1er échelon + 1 an 6 mois 13 jours de bonification
- 18-6-81 — moniteurs de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

**KPELENGA Kokou Alognim**

- 1-1-81 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 2 ans 7 mois 18 jours de bonification
- 1-1-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 7 mois 18 jours de bonification
- 13-5-82 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée)

**AMEKPO Amavi Abouazo**

- 1-1-81 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 1 an 11 mois 4 jours de bonification
- 27-1-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

**KASSENE Ankou Agbéno**

- 1-1-81 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 11 mois 1 jour de bonification
- 30-1-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

**ADAMA Koffi**

- 1-1-81 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 1 an 8 mois 21 jours de bonification
- 10-4-81 — moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée)

Les intéressés dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1679/MTFP du 17/11/82 — M. JOHNSON Ampah Kodjo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme d'ingénieur des mines-géologue de l'institut des mines de Léninegrad (URSS) est nommé dans le cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie en qualité d'ingénieur-géologue de 3e classe 2e échelon stagiaire (cat. A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés, et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 14 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1680/MTFP du 17/11/82 — Mme AYEBA Sintemon, épouse N'GBAMOU, n° mle 101130-C monitrice permanente de 3e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 22 et 23 octobre 1980, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et mise à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à Mme AYEBA Sintemon épouse N'GBAMOU pour ses services antérieurs accomplis en qualité de monitrice permanente du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1980 en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-81 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 6 ans (bonification)
- 1-1-81 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 4 ans (bonification)
- 1-1-81 — monitrice de 3e classe 3e échelon + 2 ans (bonification)
- 1-1-81 — monitrice de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1688/MTFP du 18/11/82 — M. KERIM Safoudou, n° mle 034589-X, rédacteur permanent de 5e catégorie échelle C, diplômé de l'école supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (République Unie du Cameroun) à la fin d'un stage de formation professionnelle, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de rédacteur en chef de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et conserve son affectation actuelle (chapitre 28, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet à compter du 7 décembre 1981 date de retour du stage de l'intéressé.

Arrêté n° 1689/MTFP du 18/11/82 — Est rapporté en ce qui concerne M. TAZOU Tankéwéki, l'arrêté n° 399/MTFP du 6 avril 1982 portant nomination.



Arrêté n° 1694/MTFP du 19/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

- ABLY Ayaba
- AFETSIANYI Sossou
- AGBA Simkakounam Essowè
- AKOUSSAN Akossiwa
- APEDO-ATTI Kokou Fantchao
- ATESSIM Djato Ayéba
- ATISSIME Akara Ayokoudla
- ATIWOTO Fiodéva Yaogan
- AYINDO Kpanté
- BAGNIOU Tohagou
- BALI Abalo Masamisso
- BALOUKA Afiwa Mawuéna
- BASSAGO M'Bermsima
- BEHENIBA Méniba
- DALOU Tcha Falapalaki
- da SILVEIRA Séwa Komi
- DARE Moboumon
- DERMAN Zawériétou
- DJAGRI Manambé
- DJONDO Akouavi Dovi
- DOGBE Mawuéna Afiwa
- DONYOH Yawo
- DOUTSONYA Afénou Komla Kugblénu
- GADJE Komla Emekor
- GAMLI Kossi Amegbenya
- GADO Samah
- GBEDEMAH Kokou Segbehia
- HOUNDEHOU Dossi
- KADJIKA Pilakani
- KLU Komi Véonyi
- KOUVONOU Kouassi Ayemavo
- KPANI Kokou Mensah
- KPEIKPASSI Salifou Bébou
- KPETO CHICO Koffivi
- KPOGAN Dzigbodi Kugblénu
- NAMBOU Kodjo Kpandja
- NAPO Gbati
- PALANGA TCHEDRE Kodjo Tazou-Lomou
- SAMARI Bassarou
- TCHOLOU Hodo
- TOMBEGOU M'Bouba Koum'Bégama
- TOYI Pognohéhé

- WASSINKOUA Birregah Magolmena
- YERIMA Atakoura

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1695/MTFP du 19/11/82 — Les candidats ci-après désignés nouvellement sortis diplômés de l'école nationale d'agriculture (ENA) et du centre de formation professionnelle agricole (C.F.P.A.) de Tové sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural :

*Ingénieurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires*

*(Catégorie B-indice 750)*

*Chapitre 36, Article 7 du budget général*

AHANOUGBE Datse Koudadje  
ATTATI Amétépé Comlanvi  
BINI Aga

*Chapitre 36, article 10 du budget général*

AYAO AMEDEDOKIN Ayé'é Afansi  
AMEGNIPKA Kossi

*Chapitre 36, article 4 du budget général*

MAWOUGBE Kossi Ayéto  
SOGLAHOUN Kokou Amadou  
OKOUMASSOU Kotchikpa  
HONOU Ayao

*Chapitre 36, article 9 du budget général*

AGBOZO Kokou Apéli

*Chapitre 36 article 6 du budget général*

BABA Kossi  
EKLÜ Edoth Agbessi  
ADABRA Kossi Séna  
IKAVI Kossivi

*Adjoints-techniques de 2e classe 1er échelon stagiaires*  
*(Catégorie C-indice 550)*

*Chapitre 36, article 7 du budget général*

YAKPEH N'sou Efié Yao  
SENOU Afiavi Dodzi  
BEDU Akuvi Akofa  
LINDOU Wyaou  
KPOUKPISSI Essomanam

*Chapitre 36, article 10 du budget général*

KOMLAN Kokou  
ATTIOGBE Anani Gognon

*Chapitre 36, article 9 du budget général*

AGBOLETE Noussoua Matchiko

*Chapitre 36, article 5 du budget général*

NANKPA Nassou Ouleys



KOKOU Kodjo

AZAMETI Koffi Guékpo

AYI Kom'a Semenyonam

*Chapitre 36, article 8 du budget général*

AGOUNA Batchaa

BEDJEBA Essohanam Matahawè

*Chapitre 36, article 4 du budget général*

TOKOE Kouami

AZANKPO Kouassi

AKPATI Sibition

BIDABA Banabia Mémaba

AWOMBA Olème Nanantè

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1700/MTFP du 22/11/82 — En attendant la parution du statut particulier des agents de promotion sociale, les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de l'école nationale de formation sociale - promotion 1979-1982, sont nommés dans la catégorie B en qualité d'agents de promotion sociale de 2e classe 1er échelon stagiaires (indice 750) et mis à la disposition du ministre des affaires sociales et de la condition féminine (chapitre 40, article 4 du budget général) :

*Spécialité : agent de protection sociale (A.P.S.)*

- BODJONA Pting
- AGBANA Essivi Mawuenye
- EFFOE Koffi Djabakou
- GNAKPAO AGNAN Kpéda Méguiza.

*Spécialité : agent d'animation sociale (A.A.S.)*

- ADJANGBA Afi Edjona
- KOMLA Gbanha
- AGBOVI Afiyo, épouse SEDEDJI
- KONLANI Nounguin, épouse KOMBIAGOU
- DONYOH Kodjo Makati
- AGBLEWONOU Kokou Ewlui Ayawovi
- DOUMEGNO Kossi Blewusi
- KATAKONA Boutoyam
- PAYAKI Adja Léparufèyè
- DJABEY Kossi Sedi
- AWLUI Kokou Ikoutokpa
- ADJAMANI Kokou
- AKAKPO Ottoko Owayè'é
- HOULOUM Abissoubiyè
- ALAGBO Kodjo Dodzi Tsoekem
- ADOUBI Fondoumi
- AKPANI Enyonam Tsoekewo
- AGBAGNON Yao Adjéwoda
- ADJANOGLLO Lanté Kodjo Agbelley
- AZIATI Komlan

— DAHOEGNON Kossi Manoegni

— MAKAGNI Koyabi.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1709/MTFP/ du 24/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie de l'enseignement du premier et du deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

AGOBO Hodabalo Essozimna

AYIVOR-GAGLI Kwesi Lo'o

BATABA Bassoubassi

BAMAZI Balakiyém

BARARMNA-BOUKPESSI N'Guitoba

BARARMNA-BOUKPESSI N'sowa Badamiliba

BEGUEDOU Essozimna

BITHO Tchoyou

BOUDOUA Tchoougrou

DICK Edjodjinam Kodjo

GNANZA Tchao

GO-MARO Yao Mawuena Anani

KAO Yawa Essonana

KIAKOUDALI Dadabouwè Hingou

KOUDHO Akoété Sénaga

KPATCHA Tchanakou Tchomso

LAWSON Adakou Kpekui

MBETA Hasso Wasso

OURO-BAGNA Sonhaye

SAMAH Idè

SONDOU Kossi

TAGBA Tchagnao Kpalouh

YOROUMA Larba

GBATI MASSASSABA Djébi

HADA Essohana.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1718/MTFP du 25/11/82 — En attendant la parution du statut particulier du personnel du tourisme et de l'hôtellerie, M. GAGLI Ayao, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et d'une maîtrise de tourisme de l'université de Paris I est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur du tourisme de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) et mis à la disposition du haut commissaire au tourisme (chapitre 6, article 8, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1730/MTFP du 26/11/82 — Est rapporté en ce qui concerne M. KENDE Kossivi Awoé, l'arrêté n° 47/MJ/FP/T du 16 janvier 1978, portant nomination.

En attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires de l'administration hospitalière, M. KENDE Kossivi Awoé, n° mle 100767-H titulaire du 3e certificat de licence en droit (option droit public sciences politiques) de l'Université de Paris X Nanterre, session de juin 1973 et du certificat d'administrateur intégrant de l'école nationale de la santé publique de Rennes (France), est nommé dans la catégorie A2 en qualité d'attaché d'administration hospitalière de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) à compter du 20 juin 1977 et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 20-6-1977 — attaché d'administration hospitalière de 2e classe 1er échelon stagiaire
- 20-6-1978 — attaché d'administration hospitalière de 2e classe 1er échelon titularisé
- 20-6-1979 — attaché d'administration hospitalière de 2e classe 2e échelon
- 20-6-1981 — attaché d'administration hospitalière de 2e classe 3e échelon.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 30 novembre 1981.

Arrêté n° 1732/MTFP du 29/11/82 — M. KOUGBLE-NOU Ayité, n° mle 022133-X ; topographe permanent de 3e catégorie hors échelle, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA) option : forêts et chasses du centre de formation professionnelle agricole de Tové est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique des forêts et chasses de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) à compter du 17 août 1981 et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 9 du budget général).

Arrêté n° 1733/MTFP du 29/11/82 — M. HELLE Kotoka Biova, n° mle 036734-Y, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e cl. 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 25 novembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 14, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1734/MTFP du 29/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat de fin d'études normales (CFEN) section ENS, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à

la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général)

ADIGBLI Koffi Evamé  
 AGBEMEBIO KLOUTSE Comlan  
 AHONON Komlan  
 ALADJI Awalé Amoussa  
 AMEGNONKA Bakoubahi  
 ATAH Kao  
 ATTIOGBE Adjatugbe  
 BANISSAN Kokou Mensahvi  
 GNAGNIKO Amèvi Mayizé  
 GOERKE Comlavi Mawuli Agboa Kanumaku  
 KATCHAWATOU Atonga  
 KEDOU Akoya Essohanam  
 KPLA Assou Menveinyou  
 KORDOWOU Harziki  
 KOULOUMA Dadja  
 KOUVIDJEN Folly Passah  
 MODZINU Kokou Odou  
 OWOUSSOU Koffi Bédou  
 PAKOUYOOU Katchouto Pissiyou  
 TASSA Issoufa  
 TCHAPO Kondi  
 TCHODIE Sindja'ém Padibaki.

Le présent arrêté aura effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1735/MTFP du 29/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme de professeurs adjoints d'éducation physique et sportive de l'institut national de la jeunesse et des sports de Lomé (CAPAEPS) session de juin 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs adjoints d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 4 du budget général) :

ENAKUTSA Komla Enyonam  
 EKLK Kokou Zoblewu  
 KOKPAYE Komi  
 HOUSSOU Kodzo Ayewubo  
 KASSIDEYA Youta Baguidah  
 MAWUENA Kodjovi Djikpor  
 DAGBOVIE Kossi Gaglozu  
 KPODZO-SABA Abla  
 KOSSI Zovodou Omaboué  
 PORPORTY Kokou Wotodzo Anani  
 SOSSOU Adjanouvi  
 ADADJO Koffi Semekonam  
 ATCHABAO Biao Assanti  
 GABIAM Ekovi Bèto  
 METSOKO Ina Dzifa Koffi  
 GBANDI Koku  
 TATRABOR Komla Sitsofe  
 DZOKPE Kouami Walagna.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1736/MTFP du 29/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat de fin d'études normales section : ENS (session de juin 1982) de l'école normale supérieure d'Atakpamé, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général).

AFFANOUKOE Koffi Messan  
 AGBA Nikabou  
 AKAKPO Komivi Neny Tsokem  
 AKOESSO N'Sougan  
 ANANI Amouzou Komlan  
 DADANEMA Essossimanadada  
 DATAGNI Gbati  
 FOLLYKOE Anani Néné  
 GBENADO Zouwoahodé  
 GBON Amenuke Kodzovi Dola  
 GLOFOU Kodjovi  
 HIHEGLO Akouété  
 KLOUTSEH Kossivi Mawouli  
 KOFFI Amouzou  
 KOUGBLENOU Edoh  
 KRIGAH Zidah  
 OURO-DJOBO Kondow Babilawé  
 SANKARDJA Tarsounti  
 TOUNOU Dansou Komlan

WOEGNA Kodjokouma Koboué-Kawoudja

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1737/MTFP du 29/11/82 — M. AMAVI Amavi, n° m'e 022717-P employé de bureau hors catégorie, titulaire du certificat de fin d'études de l'institut supérieur de secrétariat de Mulhouse (France) à l'issue de deux ans de formation, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) à compter du 4 novembre 1981, date de retour de l'intéressé, et conserve son affectation actuelle (chapitre 6, article 7 du budget général).

M. AMAVI Amavi, continuera à percevoir le traitement correspondant à sa catégorie qu'il a atteint dans son corps de provenance.

Arrêté n° 1740/MTFP du 29/11/82 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.) et admis au concours de recrutement d'instituteurs-adjoints stagiaires, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième

degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

AGBEHONOU Viwoto Kokou  
 ADIMADO Séna  
 AGODEY Kouami Dzithry  
 AGOLIKI Koffi Natéba  
 AKPADJA Amegbedji  
 ALI Ouro-Doni  
 ALOMATSI Agbenoxevi Djigbody  
 ALOU Djafalo  
 AMEGNIKOU Dosseh Agama  
 AMENOU DJI Ségnéwodo Avidy  
 ANDJO Akoua N'Na  
 AYI Amoussou  
 AZIABO Kom'a Dome'evu Loloryo  
 BAMAZI Abalo Badibazang  
 BATCHA Essotakou  
 BANABASSE Tchi'abalo  
 BAWÉ Wiyao  
 BAYITA Mensah Yawo  
 DJAMON Djoliba  
 DJATO Kpandja  
 DORGBLEY Koffi Dzighodi  
 EKOUE-TOULAN Kouévi Adibolo  
 FIAKOWODOUA Komi Sedzro  
 GBATI Ninkabou  
 GBEDOU Kokou Agbeviade  
 GNANLE Akpaló  
 KATAYA Kpétou Bawoubadi  
 KAWI Comlan  
 KONDO Akakpo Evamé  
 KOUVOHA Azondoga  
 LAKAZAN Sama  
 LAWSON Adjri Laté Homéfa  
 N'DAOU Kokouvi Nakpasse  
 SAMA Mabédamba  
 SAMA Messavi  
 SEMEGLO Kodjovi  
 SOGAH Kokou Apenou  
 TADONA Fo'ontba  
 TCHASSAMA Yorou  
 TIDJOUGOUNA Abaka Maréaba  
 TOGBE Ayao  
 TOGBOSSI Tonato  
 TOHO Messan Houédégnon  
 TOKA Kokou Mawuto  
 WEISSAN Komi Ndjo  
 WOLOU Komlan Kassafayé  
 WUKANYA Yao Noli  
 ZAMBA Atakouma Yao  
 YOMA Pidjadéou  
 YOVO Yao Dagbé.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1744/MTFP du 2/12/82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits et mis à la disposition du ministre du plan et de la réforme administrative (budget-projet Nord-Togo) :

*Ingenieurs-adjoints d'agriculture de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750)*

ISSOWAVANA Wadjana, (B.E.P.C. + diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové)

AMANA Komi, (B.E.P.C. + diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové)

*Adjoints-techniques d'agriculture de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550)*

AFFLANKPAO Adjou, (CEPE + certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové)

BINIZI Kabissi, (CEPE + certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové)

MADOUGOU Bodé, (CEPE + certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové)

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1745/MTFP du 2/12/82 — En attendant la parution du statut particulier des assistants médicaux, M<sup>lle</sup> DACEY Adzo Sedeame, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme universitaire d'assistant médical option : médecine de l'école des assistants médicaux de l'Université du Bénin, est nommée dans la catégorie A2 en qualité d'assistante médicale de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) à compter de sa date de prise de service et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Arrêté n° 1746/MTFP du 2/12/82 — Les candidats ci-dessous désignés, titulaires du diplôme de docteur en médecine de l'Université du Bénin, sont nommés dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecins 2e échelon stagiaires (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général) :

Madame AMOUSSOU Ami-Nono, épouse NYAME

Messieurs ATTOH Senyname Kodzo

SADZO-HETSU, Kwami Dzrévo.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1747/MTFP du 2/12/82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecins 2e échelon stagiaires (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

— ASSOU Komlavi (baccalauréat de l'enseignement du second degré et diplôme de docteur en médecine de l'institut de médecine de Rostov (U.R.S.S.) ;

— AMOUZOU Amégnona (baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de docteur en médecine de l'Université de l'Amitié des Peuples Patrice Lumumba de Moscou (URSS) ;

— DOSSOU Mensah Lolonyo (baccalauréat de l'enseignement du second degré et diplôme d'Etat de docteur en médecine de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar (Sénégal).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1748/MTFP du 2/12/82 — Les candidats ci-après désignés sont nommés dans le cadre du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecins 2e échelon stagiaires (catégories A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

— BOTCHI Djababou (baccalauréat de l'enseignement du second degré série D + diplôme d'Etat de docteur en médecine option : médecine générale de l'institut d'Etat de médecine de Minsk (U.R.S.S.) ;

— SOGNIKIN Koffi Sévi (baccalauréat de l'enseignement du second degré série D + diplôme d'Etat de docteur en médecine de l'institut de médecine et de Pédiatrie option : pédiatrie de Leningrad (U.R.S.S.).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1749/MTFP du 2/12/82 — M. GBEDESSI Kom'anvi, titulaire du diplôme de maîtrise professionnelle d'agronome-éleveur (spécialité : aviculture) de la chambre d'agriculture de Rhénanie en République fédérale d'Allemagne équivalent au certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA) du centre d'apprentissage agricole de Tové-Togô, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoint technique d'élevage de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 14 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1750/MTFP du 2/12/82 — M. NAYE Komlan n° mle 101043-D, moniteur permanent de 3e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat, session de 1978, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1er janvier 1979 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 2 mois 14 jours est accordée à l'intéressé pour ses services antérieurs de moniteur permanent accomplis du 10 septembre 1972 au 31 décembre 1978 inclus en application des dis-

positions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Sa situation administrative est reprise comme suit :

- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 4a. 2m. 14j. bonification
- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 2a. 2m. 14j. bonification
- 1-1-79 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2m. 14j. bonification
- 17-10-80 — moniteur de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

## INTEGRATIONS

Arrêté n° 1617/MTFP du 5/11/82 — M. GOMADO GBOGLA Kini Sewonou, n° mle 018430-Q, attaché d'administration de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale titulaire de la maîtrise, en droit session de juin 1980 de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'Université du Bénin et du diplôme de la section internationale de l'école nationale de la magistrature de Paris (France) à la fin d'un stage de formation professionnelle de deux années scolaires est rayé de son corps d'origine et intégré dans le cadre du personnel de la magistrature en qualité de magistrat du 3e grade 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) à compter du 16 juillet 1982 et reste mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 6 du budget général).

Arrêté n° 1635/MTFP du 10/11/82 — M. GUEMBA Bayonna T'Bantou'ougou, n° mle 006820-N, professeur des CEG de 2e classe 1er échelon (catégorie A2-indice 1500) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis à l'examen de fin de formation des inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré, est rayé du corps des professeurs des CEG et intégré dans celui des inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré en qualité d'inspecteur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 20 octobre 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

M. GUEMBA continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1500 qu'il a atteint dans le corps des professeurs des CEG.

Arrêté n° 1636/MTFP du 10/11/82 — M. DJOSSOU Yaovi, n° mle 005117-X, professeur des CEG de 3e classe 4e échelon (catégorie A2-indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen de fin de formation des inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré, est rayé du corps des professeurs des CEG et intégré dans celui des inspecteurs de l'enseignement du deuxième degré en qualité d'inspecteur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 20 octobre 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

M. DJOSSOU continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1400 qu'il a atteint dans le corps des professeurs des CEG.

Arrêté n° 1637/MTFP du 10/11/82 — Les instituteurs adjoints (catégorie C) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaires du certificat de fin d'études normales (CFEN-section ENI), session de juin 1982, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) à compter du 1er juillet 1982 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

- ABIDJI Kouloum Anassayi Agnaza, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon
- AGBAN Koffi Wobuibe, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- AGBETIAFA Apézoumon Komlan, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- AGBONOU Yao Manyo, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- AKPOSSO Komi Agbodjalou, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- ANITEOU Aba'okissem, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon
- BODEME Yawo Dodzi, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- GUENOUKPATI Yaossan Midodji, instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon
- ISSO Alassani Zakari, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon
- KONDI Yakine, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon
- KPALLA Narobissa Pataki, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon
- KPOKOUJO Komlan, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon
- OBLASSE Comlan, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- SORGUE Tchao, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- TCHONA Yao Ayédzo, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon.

MM. AGBAN K. Wobuibe, AGBETIAFA A. Komlan, AGBONOU Yao Manyo, AKPOSSO Komi Agbodjalou, BODEME Yawo Dodzi, OBLASSE Comlan, SORGUE Tchao, TCHONA Yao Ayédzo, (indice 800) et GUENOUKPATI Yaossan Midodji, (indice 850) continueront à percevoir le traitement correspondant aux indices qu'ils ont atteint dans leur corps de provenance.

Arrêté n° 1681/MTFP du 17/11/82 — Sont rapportés en ce qui concerne M. KABIDE Kolon, la décision n° 2175/MTFP du 29 octobre 1981, portant avancements automatiques d'échelons, et en ce qui concerne M.le GOZO Ayawovi, l'article 2 de l'arrêté n° 1515/MTFP du 29 octobre 1981, portant promotion et avancement automatique d'échelons.

Les moniteurs (catégorie D) ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série



concours session des 11 et 12 octobre 1979, sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure, en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er janvier 1980, et conservent leur affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général) :

- KAISARO Adjoa Elavagnon, n° m/e 107385-B, monitrice de 3e classe 4e échelon (indice 390)
- KABIDE Kouloum Patom, n° m/e 033851-Y, monitrice de 3e classe 3e échelon (indice 350)
- GOZO Ayovi, n° m/e 020035 M, monitrice de 2e classe 1er échelon (indice 430).

Arrêté n° 1702/MTFP du 22/11/82 — Mme ALLAGLO Valentina, née MIKHAILENKO, professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence ès-lettres de l'université du Bénin, session d'octobre 1981, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) à compter du 1er novembre 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 11 du budget général).

Arrêté n° 1703/MTFP du 22/11/82 — M. SALAMI Bachirou, n° m/e 015079-R, ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de technicien supérieur de l'hydraulique et de l'équipement rural de l'école inter-Etats des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural de Ouagadougou (République de Haute-Volta), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200) à compter du 1er septembre 1981, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 19, paragraphe 3 du budget général).

Arrêté n° 1704/MTFP du 22/11/82 — Sont rapportés en ce qui concerne M. ASSIAKOLEY Odoé et GONDON Komlan Messanvi, les dispositions des articles 2 des arrêtés n°s 1410/MTFP du 12 octobre 1981 et 132/MTFP du 4 février 1982 portant promotions et avancements automatiques d'échelons.

M. ASSIAKOLEY Odoé Enyanyo, n° m/e 034185-B et GONDON Komlan Mensavi, n° m/e 100699-M, moniteurs de 2e classe 1er échelon (catégorie D-indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 11 et 12 octobre 1979 sont intégrés dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er janvier 1980 et restent mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13 du budget général).

M. ASSIAKOLEY Odoé Enyanyo et GONDON Komlan Mensavi, instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon sont élevés au 2e échelon de leur grade à compter du 1er janvier 1982.

Arrêté n° 1705/MTFP du 22/11/82 — M. BALAGBO LAWSON Tognéwogna Latévi, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C-indice 700) titulaire du CAP session des 24 et 25 juillet 1978, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1er janvier 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 13 du budget général).

M. BALAGBO-LAWSON Latévi, instituteur de 2e classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1981.

Arrêté n° 1706/MTFP du 22/11/82 — M. TCHEDRE Tchelim M. Essomanam, n° m/e 011563-M, moniteur de 2e classe 3e échelon (catégorie D-indice 510) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 11 et 12 octobre 1979, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 1er janvier 1980 et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1743/MTFP du 2/12/82 — M. AOUDOU D. Abdou Karim, n° m/e 102599-Z, ingénieur des travaux statistiques de 2e classe 1er échelon (catégorie A2-indice 1500) du cadre des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire du diplôme d'études supérieures des techniques d'organisation de l'institut d'études supérieures des techniques d'organisation de Paris à la fin d'un stage de formation professionnelle de deux ans en France, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur statisticien économiste de 2e classe 3e échelon (catégorie A1-indice 1600) à compter du 28 août 1981 date de retour du stage et conserve son affectation actuelle (chapitre 30, article 6, paragraphe 6 du budget général).

## Titularisations

Arrêté n° 1632/MTFP du 10/11/82 — Les adjoints-administratifs de 2e classe 2e échelon stagiaires ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

- 16-4-80 — KOUTODJO Abouya Afiwoa Massan
- 29-4-80 — MUGUE Batoog'na
- 25-4-80 — ZINSOU Ako'é
- 23-8-79 — KAROUGBE N'na Lidaowé

Les intéressées sont élevées au 3e échelon de leur grade à compter des dates suivantes (AC. épuisée) :

- 16-4-81 — KOUTODJO Abouya Afiwoa Massan,
- 29-4-81 — MUGUE Batoog'na



25-4-81 — ZINSOU Akoé'é

23-8-80 — KAROUGBE N'na Lidaowé  
adjs adtifs de 2e cl. 2e éch.

Mlle KAROUGBE N'na Lidaowé, adjoint-administratif de 2e classe 3e échelon est élevée au 4e échelon de son grade à compter du 23 août 1982.

Arrêté n° 1633/MTFP du 10/11/82 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre du personnel de l'enseignement admis aux divers concours et examens professionnels, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes :

*Corps des professeurs des CEG (cat. A2)*

1-1-80 — ABOLO Komi Foli Dzitowoko, AC 3m, 16 j.

*Corps des instituteurs (cat. B)*

1-1-80 — EZOU Kossiwa Koumessi, (sœur) AC 3m, 20j.

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes (AC épuisée).

*Corps des professeurs des CEG (cat. A2)*

*Au 2e échelon du grade des professeurs des CEG*

15-9-82 — ABOLO Komi Foli Dzitowoko, prof. des CEG de 3e cl. 1er éch.

*Corps des instituteurs (cat. B)*

*Au 2e échelon du grade d'instituteur de 2e classe*

11-9-81 — EZOU Kossiwa Koumessi (sœur) institutrice de 2e cl. 1er éch.

Arrêté n° 1634/MTFP du 15/11/82 — M. AFFANOUKOE Edo, n° mle 108557-X, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 11 février 1981 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 11 février 1982 (AC épuisée).

Arrêté n° 1634/MTFP du 15/11/82 — Les infirmiers d'Etat de 2e classe 2e échelon stagiaires (cat. C) ci-après désignés, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique de 2e classe qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

4-8-81 — DJAGBA Lamoutidja

8-8-81 — ATTILA Yawa Tsoké

Arrêté n° 1665/MTFP du 15/11/82 — M. d'ALMEIDA Ayité Toco, n° mle 112670-Y, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire, du cadre interministériel

des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 5 janvier 1982 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 1666/MTFP du 15/11/82 — M. ASSOUMATI-NE Titoua, n° mle 023679-H, comptable mécanographe de 2e classe 2e échelon stagiaire, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 1er juillet 1982 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 1687/MTFP du 17/11/82 — Les techniciens supérieurs de la navigation aérienne ci-après désignés de 2e classe 2e échelon stagiaires (cat. A2), qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

9-7-81 — KPABEBA Gnatoulouma, n° mle 108898-L

9-7-81 — ALFA-TRAORE Dari, n° mle 108899-V

21-7-81 — AMESSI Komi, n° mle 108897-B

Les intéressés sont élevés au 3e échelon de leur grade à compter des dates suivantes, (AC épuisée).

9-7-82 — KPABEBA Gnatoulouma,

9-7-82 — ALFA-TRAORE Dari

21-7-82 — AMESSI Komi,

techniciens supérieurs de 2e classe 2e échelon.

Arrêté n° 1722/MTFP du 26/11/82 — Les professeurs des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaires ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG) session de 1979, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes à compter du 1er janvier 1980 :

AKPAKI Kokou Koba, AC : 3m 21 jrs

AROUKA Dossè, AC : 1 an

WILSON-BAHUN Dedzroamédé, épouse ABOLO.  
AC : 3m 14 jrs

AHOULOUMA Essodina, AC : 4m 15 jrs

ADOGLI Ayawovi Edem Kafui, AC : 3m 14 jrs

HOUSSOU Houessougan, AC : 1 an

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade dans les conditions suivantes (AC néant) :

10-9-81 — AKPAKI Kokou Koba

1-1-81 — AROUKA Dossè

17-9-81 — WILSON-BAHUN Dedzroamédé  
épouse ABOLO.

17-9-81 — ADOGLI Ayawovi Edem Kafui,

1-1-81 — HOUSSOU Houessougan,

16-8-81 — AHOULOUMA Essodina.

Arrêté n° 1723/MTFP du 25/11/82 — M. ALLADO Mesan, n° mle 108662-Y, adjoint technique 1er échelon stagiaire (Cat. B) du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 14 novembre 1980 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 14 novembre 1981 (AC. épuisée).

Arrêté n° 1726/MTFP du 26/11/82 — M. APETOR Koffi Wodokpoe, n° mle 016638-G, professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre du personnel de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG), est titularisé dans son emploi à compter du 1er janvier 1981 et conserve une ancienneté de 3 mois 16 jours.

Arrêté n° 1731/MTFP du 29/11/82 — M. ASSIGBLEY Adzra Adjévi, n° mle 013762-L, ingénieur adjoint d'agriculture de 3e classe 1er échelon stagiaire, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 2 septembre 1975 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade aux dates suivantes (AC épuisée).

2-9-76 — ingénieur adjoint de 3e classe 2e échelon

2-9-78 — ingénieur adjoint de 3e classe 3e échelon

2-9-80 — ingénieur adjoint de 3e classe 4e échelon.

M. ASSIGBLEY Adzra Adjévi, ingénieur-adjoint de 3e classe 4e échelon, est promu au 1er échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 2e classe à compter du 2 septembre 1982.

## Détachement

Arrêté n° 1620/MTFP du 8/11/82 — M. BIRREGAH Badjagana, laborantin d'Etat de 2e classe 4e échelon, n° mle 015335-Z, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service au CHU de Lomé, est placé dans la position de détachement auprès du programme O.M.S. onchocercose pour une durée de deux ans (2) à compter du 1er octobre 1982.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. BIRREGAH Badjagana, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de l'O.M.S.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

## CHANGEMENT DE CORPS

Arrêté n° 1525/MTFP du 8/11/82 — Sont rapportés : l'arrêté n° 1529/MTFP du 15 octobre 1982 portant changement de corps et la décision n° 1991/MTFP du 25 octobre 1982 en ce qui concerne M. AKOUETE Akakpovi, agent permanent des douanes.

M. AKOUETE Kpakpovi, préposé des brigades 4e échelon du cadre des fonctionnaires des douanes est rayé de son cadre et intégré dans celui de l'administration générale au grade de commis d'administration de 2e classe 4e échelon (catégorie D-indice 390) et mis à la disposition du Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de l'information, des postes et télécommunications.

Les traitements mensuels de l'intéressé seront supportés par le ministre des finances et de l'économie jusqu'au 31 décembre 1981.

Arrêté n° 1652/MTFP du 11/11/82 — Sont rapportés : l'arrêté n° 1529/MTFP du 15 octobre 1982 portant changement de corps et la décision n° 1991/MTFP du 25 octobre 1982 portant mise à la disposition en ce qui concerne M. PAGNA Silkina, préposé des douanes.

M. PAGNA Silkina, agent de constatation de 2e classe 2e échelon (catégorie C-indice 600) du cadre des fonctionnaires des douanes est rayé de son cadre et intégré dans celui de l'administration générale au grade d'adjoint-administratif de 2e classe 2e échelon (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de l'information, des postes et télécommunications.

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 31 décembre 1981, date du dernier avancement de l'intéressé dans son cadre d'origine.

Ses traitements mensuels seront supportés par le ministère des finances et de l'économie jusqu'au 31 décembre 1982.

Arrêté n° 1708/MTFP du 24/11/82 — Les fonctionnaires ci-après désignés appartenant au cadre des fonctionnaires des Douanes, sont rayés de ce cadre et intégrés dans celui de l'administration générale dans les conditions suivantes :

NOM ET PRENOMS	SITUATION DANS L'ADMINISTRATION DES DOUANES	SITUATION DANS L'ADMINISTRATION GENERALE
AGBODJAN Lassey	CATEGORIE A 1 Inspecteur des Douanes	Administrateur Civil
TCHA Pékété Téï AKPAH Assiongbon SALLAH Djimabi TEPE Finagni	CATEGORIE A 2 Inspecteur des Douanes Inspecteur des Douanes Inspecteur des Douanes Inspecteur des Douanes	Attaché d'Administration Attaché d'Administration Attaché d'Administration Attaché d'Administration
KPANDO Dagadou KASSEM Lèté AMAH Badakou BANAMALE Birregah KATAGBE Assidi AKARE Comlan	CATEGORIE B Contrôleur des Douanes Contrôleur des Douanes Contrôleur des Douanes Contrôleur des Douanes Contrôleur des Douanes Contrôleur des Douanes	Secrétaire d'Administration Secrétaire d'Administration Secrétaire d'Administration Secrétaire d'Administration Secrétaire d'Administration
YAYA Arouna GERALDO Karimou AMENKEY Kokou N'GONOU Apéléte FOLIVIA Kouma	CATEGORIE C Agent de Const. des Douanes Agent de Const. des Douanes Agent de Const. des Douanes Agent de Const. des Douanes Agent de Const. des Douanes	Adjoint Administratif Adjoint Administratif Adjoint Administratif Adjoint Administratif Adjoint Administratif
SEGBETSE Dotsé AGBONITO Akouété MENSAH Akovi BOUKARI A. Ari KUMANA Tinè ALOVOR Dotsè Kodjo BANABCKO B. Ferga AKAKPO Xemadzo Komlan	CATEGORIE D Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes	Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration
ATONE-NEGUE Kodjo AHLIGO Kouma ABOTCHI K Karakossi ADOLEHOUME Apéto Téko GBEMENON K. Azankpé ADJIVON A. Anani AFO Abdou'aye Moussa AKPLASSOU Agbévénou KOLANI Djatoaté DAOUNE Batchibitché GBENYANAWO K. E. ikplim ASSIH Lamaba'o KEGBAO Kaderoou NEMI Kodjo Adéto ADJAWLO Kossi NABEDE Gado MESSAH AYIVI Ayité KARKOMA Ekpaou DANTOUGOU Aboudou	CATEGORIE D (SUITE) Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes Brigadier des Douanes	Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration
KOTOR Komlan Mawulolo GUINHOUYA Komi PANDA Atassokom	CATEGORIE D Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes	Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration

NOM ET PRENOMS	SITUATION DANS L'ADMINISTRATION DES DOUANES	SITUATION DANS L'ADMINISTRATION GENERALE
BANOZE Tchah AMEGAN Kossi TEVI Etè Bénissan IDRISSOU Taffa AYITE AYAYI Kaba EKLOU Komi AROUNA Idrissou ARAGAH Atsu Améwovi	Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes Préposé des Douanes	Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration Commis d'Administration
KUAKUVI Kuam komlanvi BAYEYA Ko'oba KOFFI Banabé	AGENTS PERMANENTS Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent	Commis d'Administration Agent Permanent Agent Permanent
TCHOGAH A. Tchiguiri N'DOH Essoh DA SILVEIRA Séwa KOFFI Komi KOROMA Kossi ARRE Ago BAGNIOU Tagba Kegbeng	AGENTS PERMANENTS (SUITE) Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent	Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent Agent Permanent

Le présent arrêté prend effet à partir de la date de sa signature.

### ABAISSMENT D'ECHELON

Arrêté n° 1669/MTFP du 15/11/82 — M. TSATSATSO Kofi Vinyo, instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon, (indice 600), n° m/e 111320-S, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Glélou (préfecture d'Amou) est abaissé au 1er échelon de son grade (indice 550) pour acte incompatible avec la dignité de la fonction enseignante.

### SUSPENSIONS DE FONCTIONS

Arrêté n° 1622/MTFP du 8/11/82 — M. TCHABEBO Aboko Singha, secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon, n° m/e 037384-J, en service à l'inspection du travail et des lois sociales de la région centrale à Sokodé qui fait l'objet d'une poursuite judiciaire pour délit de droit commun, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté a effet à compter du 21 août 1982.

Arrêté n° 1656/MTFP du 15/11/82 — M. AMEGANVI Ayi, ingénieur des travaux 4e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en détention à la gendarmerie nationale, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté a effet à compter du 26 juillet 1982.

### RAPPEL A L'ACTIVITE

Arrêté n° 1668/MTFP du 15/11/82 — M. TSATSATSO Kofi Vinyo, instituteur-adjoint de 3e classe 2e échelon, n° m/e 111320 S du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Glélou (préfecture d'Amou) qui a été suspendu de ses fonctions par arrêté n° 853/MTFP du 25 juin 1982 est rappelé à l'activité.

### LICENCIEMENT

Arrêté n° 1676/MTFP du 17/11/82 — Les agents ci-après énumérés, relevant des différents ministères, sont licenciés de leurs fonctions pour inaptitude physique :

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

— AKPOGBOR Kodjo, assistant d'hygiène d'Etat de 2e classe 1er échelon stagiaire en service à la subdivision sanitaire d'Aného.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES

— KOUE Anani Hémadzro, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire en service au CEG d'Adjengré (Sotouboua).

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

— SCHWINGER Wolanyo, n° m/e 108969-G, professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire en service au lycée d'enseignement général de Sokodé.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er janvier 1982.

## RETRAITE

Arrêté n° 1673/MTFP du 17/11/82 — Les agents ci-après énumérés du cadre des fonctionnaires des douanes sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1983 :

- BADAJAYA Kossoukpala, contrôleur de 2e classe 2e échelon.
- AGBENOWOKO Djossou, agent de constatation de 2e classe 2e échelon
- BOURAIMA Bawa, agent de constatation de 2e classe 2e échelon
- MATI Komi, agent de constatation de 1re classe 1er échelon
- TCHALOU Kpatcha, brigadier 2e échelon
- ADEDZE Koffi Komi, préposé 4e échelon
- ABAYA Kodjo, préposé 4e échelon
- NYANDO Komlavi, préposé 4e échelon
- KOUMA Amouta, préposé 4e échelon.

Arrêté n° 1674/MTFP du 17/11/82 — Les agents ci-après énumérés, relevant des différents ministères, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1983 :

Ministère de la Santé Publique et des Affaires Sociales  
(Direction des affaires sociales)

- NYADEVA Mawugbé Adiku, assistant médico-social de 2e classe 4e échelon

Ministère de l'Enseignement des Premier et Deuxième degrés

- MENSAH Dansou, instituteur de 1ère classe 1er échelon

Ministère du Commerce et des Transports  
Direction de la météorologie nationale

- ABOKITSE Dovi Domenyo, technicien supérieur de 1ère classe 2e échelon de la navigation aérienne

Ministère du Développement Rural  
(Office de développement et d'exploitation des forêts) O D E F

- KOUDEHA Afagbégnon, adjoint technique de 2e classe 3e échelon des eaux et forêts

Direction de l'enseignement et de la formation agricole

- AFOLABI Oyéboni, ingénieur-adjoint d'agriculture
- APPOH Kwamivi Sényébia, adjoint technique d'agriculture de 2e classe 4e échelon.

Direction des enquêtes et statistiques agricoles

- GADO Nimini, adjoint technique d'agriculture.

Direction régionale du développement rural

- DESSABA Satou, adjoint technique d'agriculture de 2e classe 2e échelon.

Direction de l'institut des plantes à tubercules

- DOUDJI Kodjo, adjoint technique d'agriculture.

Arrêté n° 1675/MTFP du 17/11/82 — Les agents ci-après énumérés, relevant des ministères de l'enseignement des premier, deuxième, troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique, sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1983 :

## Direction du Personnel et du Budget

- AKUE A. (Claver), économiste de 2e classe 2e échelon
- MENSAH Adotévi Akakpovi, instituteur-adjoint de 8e classe 1er échelon

## Lycée de Bassar

- FADUA Nèdèzoulabou, surveillant général

## Commission nationale UNESCO

- LAWSON-BODY Assion Messan Azo, instituteur de 2e classe 3e échelon
- Mme ADIGO Dédé, institutrice-adjointe de C.E.

## Direction générale de la planification de l'éducation

- ADJEVI Kossi, adjoint administratif
- Mme SANT'ANNA Edjidé Boulé Ayama, commis d'administration

## Direction enseignement troisième degré

- AFAWUBO Messan, professeur
- ALAZI Gbandi, proviseur

## D. I. F. O. P.

- AKAKPOVI Kangnivi, agent de maîtrise-adjoint des T.P.
- Direction enseignement premier degré

- GBONE Sénou Kokou, instituteur de 1re classe 2e échelon
- BOCCO Sossou, instituteur-adjoint de 1re classe 2e échelon
- Mme JOHNSON Aflimba, Institutrice-adjointe de 1re classe 1er échelon
- LAWSON Bongo Latévi, monitrice
- NOAMESHIE Dodji Messan, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon
- KANONOU Kokou, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon
- VENYO Yao Kuma, instituteur-adjoint
- BEBEDI Azei, instituteur-adjoint
- DERMANE Aboudou, instituteur
- BARIKA Hora, instituteur
- KOUMA Toko-Skpate, instituteur-adjoint
- BOUDEMA Bandawa Sana, instituteur-adjoint
- TIDJOUGUMA Tamaba, instituteur-adjoint
- KOUDJINA Goutaraba, instituteur-adjoint
- DJONDO Messanvi Kafui, instituteur-adjoint
- DEH Komi Mawussi, instituteur-adjoint
- NOAMESHIE Séma Dodji, instituteur-adjoint



- NABEDE Tchao, instituteur-adjoint
- LAISON Ayi, instituteur-adjoint
- AKOUETE Kossigan, instituteur-adjoint
- Mme AMEVO Homayo, institutrice-adjointe
- Mme EUSEBIO Mablé, monitrice
- APETOH Kwadzo Sénam, instituteur-adjoint
- AKOTIA Kwami Lébéné, moniteur de 3e classe 1er éch.

Arrêté n° 1654/MTFP du 12/11/82 — Les agents ci-après énumérés du cadre des fonctionnaires des douanes, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1983, en application des dispositions de l'ordonnance n° 28 du 25 juin 1968.

- KOKOU Gandoh, agent de constatation de 1re classe 2e échelon
- GNANSA (Vincent), brigadier-chef de C.E.
- FETHOS (Philippe), brigadier-chef de C.E.
- DOGBONOU Kossi, brigadier 2e échelon
- ATADE René, brigadier-chef 3e échelon
- AGBOBLI D. (Joseph), brigadier-chef 3e échelon.

Arrêté n° 1670/MTFP du 15/11/82 — M. TOCOU Codjo Adjétey professeur de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à la direction de l'enseignement du troisième degré à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3e alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16 1er alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 21 septembre 1936, entrera en jouissance de sa pension le 22 septembre 1991 date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er avril 1980.

Arrêté n° 1671/MTFP du 15/11/82 — Les agents ci-après énumérés, relevant des différents ministères, sont admis sur leur demande à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 :

#### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

- AGBENU Fo-Kossi Papavi Gégé, n° m'e 000909-F, attaché d'administration principal 2e échelon en service au centre hospitalier universitaire de Lomé.

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

- BELLOW Adérigbgbé Iwolyé (Samuel), n° m'e 017035-M, assistant météorologiste principal de C.E., en service à la météorologie nationale à Lomé.

Arrêté n° 1707/MTFP du 23/11/82 — M. MALOU Yaya, commissaire divisionnaire de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de la police en service à l'école nationale de police à Lomé, est admis sur sa demande

à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1983 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 1728/MTFP du 26/11/82 — M. ADJOYI Sossavi, pharmacien en chef 2e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la direction générale de togopharma, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3e alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-11 1er alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né en 1941, entrera en jouissance de sa pension le 1er janvier 1997, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er octobre 1982.

#### Ministère du Plan et de la Réforme Administrative

#### AUTORISATIONS DE PAIEMENT

Décision n° 203/MPRA/DGPD/DFCEP du 2/12/82 — Est autorisé le mandatement en faveur du trésorier-payeur de la somme de : trois cent quatre millions six cent vingt six mille sept cent soixante quatre (304.626.764) francs CFA en régularisation des paiements qu'il a effectués dans le cadre des dépenses engagées par la Société Intertrans-Togo pour le compte de la Centrale Thermique.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1982, Titre VI, Chapitre 1, article 1, paragraphe 1, rubrique b (CF n° 99/82 du 30 mars 1982).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 204/MPRA/DGPD/DFCEP du 2/12/82 — Est autorisé le mandatement au profit du trésorier-payeur de la somme de : un million (1.000.000) de francs cfa en régularisation des paiements qu'il a effectués à CEPOGI Interafric pour la session de formation à l'élaboration de modèles économétriques et du traitement des données des T.E.I. de l'économie togolaise.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1982, titre VI, chapitre 1, article 1, paragraphe 1, rubrique c (CF n° 280/82 du 7 octobre 1982).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 205/MPRA/DGPD/DFCEP du 2-12-82 — Est autorisé le mandatement au profit du trésorier-payeur de la somme de sept millions (7.000.000) de francs CFA en régularisation des paiements qu'il a effectué dans le cadre de la contribution togolaise au fonctionnement du



cadre de la contribution togolaise au fonctionnement du projet PNUD-TOG/78/009/A/01/11 pour la promotion coopérative au Togo pendant l'année 1982.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1982, titre VI, chapitre 1, article 1, paragraphe 1, rubrique C (CF n° 264/82 du 7 septembre 1982).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du Plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 206/MPRA/DGPD/DFCEP du 2-12-82 — Est autorisé le mandatement au profit du trésorier-payeur de la somme de cent soixante quinze millions (175.000.000) de francs CFA en régularisation des paiements qu'il a effectués pour la contribution togolaise à la réalisation du projet « Complexe Sucrier d'Anié ».

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1982, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique D (CF n° 296/82 du 11 novembre 1982).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 207/MPRA/DGPD/DFCEP du 2-12-82 — Est autorisé le virement en faveur de l'ASECNA-Lomé à son compte n° 317.00-142 ouvert à l'UTB Lomé, de la somme de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA pour couvrir les frais d'équipements techniques (Aéroport de Lomé-Tokoin).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1982, titre II, chapitre 6, article 1, paragraphe 1, rubrique C (CF n° 173/82 du 1er juin 1982).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 208/MPRA/DGPD/DFCEP du 2/12/82 — Est autorisé le mandatement en faveur du trésorier-payeur de la somme de : deux millions deux cent cinquante mille (2.250.000) francs CFA en régularisation des paiements qu'il a effectués pour la réalisation d'un dossier spécial consacré au quatrième plan de développement économique et social du Togo dans le numéro d'Afrique Industrie du 15 juillet 1981 et fourniture de 1000 exemplaires de ce numéro.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1982, titre VI, chapitre 1, article 1, paragraphe 1, rubrique C (CF n° 267/82 du 7 septembre 1982).

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

## CAISSE D'AVANCE

Arrêté n° 30/MPRA/DGPD/DFCEP du 24/11/82 — Il est créé auprès du centre de recherche et d'élevage d'Avétonou Togo (CREAT), une caisse d'avance aux fins d'assurer le paiement de menues dépenses dans le cadre de l'exécution des travaux du centre.

La dotation initiale de la caisse d'avance sera de : dix millions (10.000.000) francs CFA. Elle fera l'objet d'un virement à la caisse nationale de crédit agricole (CNCA) Lomé, au compte n° 070 04 00 00 29, par imputation sur le budget d'investissement et d'équipement 1982 III-3-2 B. (CF N° 153/82 du 18-5-82) A.S.

Le réapprovisionnement de la caisse d'avance s'effectuera sur présentation de pièces justificatives visées par le directeur du centre et le préfet de Kloto, à l'appui d'un bordereau récapitulatif établi dans les formes réglementaires en trois exemplaires.

M. E. K. FREITAS, vétérinaire inspecteur, directeur d'Avétonou est nommé régisseur de la caisse d'avance.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

## NOMINATIONS

Décision n° 213/MPRA du 7/12/82 — Est et demeure rapportée la décision n° 075/MPRA du 18/6/82 portant nomination de M. TCHA-TOKEY Jato, régisseur de la caisse d'avance créée auprès du programme socio-sanitaire.

M. OURO-BAWINAY Tchatomby, attaché d'administration de 2e classe 3e échelon, coordonnateur du programme socio-sanitaire (projet USAID) est nommé régisseur de la caisse d'avance créée auprès dudit programme.

M. OURO-BAWINAY Tchatomby est tenu de justifier dans les formes réglementaires l'avance mise à sa disposition.

## MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## ADMISSIONS

Arrêté n° 28/METQD-RS du 27/10/82 — Sont déclarés définitivement admis à l'examen de fin de formation, après avoir soutenu leurs mémoires avec succès en décembre 1981, les élèves-inspecteurs du 2e degré dont les noms suivent :

BOMBOMA Dama

KOUA N'Tassa

IFARE Kokou

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1982.

Décision n° 297/METQD-RS du 2/12/82 — Est et demeure rapportée la décision n° 217/METQD-RS du 7 septembre 1982 portant admission des candidates au concours de recrutement des élèves-institutrices pour la formation à l'école normale des institutrices de jardins d'enfants de Kpalimé (session du 20 août 1982) - promotion 1982-1985, en ce qui concerne AGORO Koudjoou a'oguedon.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

### Rectificatif

RECTIFICATIF du 25/11/82 — à l'arrêté n° 28/METQD-RS du 27 octobre 1982 portant admission à l'examen de fin de formation des inspecteurs de l'enseignement des premier et deuxième degrés.

Sont déclarés définitivement admis à l'examen de fin de formation, après avoir soutenu leurs mémoires avec succès en décembre 1981, les élèves-inspecteurs du 2e degré dont les noms suivent :

AU LIEU DE :

KOUA N'Tassa

LIRE :

KOUA M'Tassa

LE RESTE SANS CHANGEMENT

### Additif

ADDITIF du 2/12/82 — à la décision n° 217/METQD-RS du 7 septembre 1982, portant admission des candidates au concours de recrutement des élèves-institutrices pour la formation à l'école normale des institutrices de jardins d'enfants de Kpalimé (session du 20 août 1982) - promotion 1982-1985.

Sont déclarés définitivement admises au concours de recrutement des élèves-institutrices de jardins d'enfants pour la formation à l'école normale de Kpalimé, session du 20 août 1982, les candidates dont les noms suivent, classées par ordre alphabétique :

Après : TCHANGAI Lydie Akua

Ajouter : HENCU Pekei

Le reste sans changement

ARRETE n° 13/MAR. du 30 novembre 1982 portant organisation du service de la Législation Agro-foncière

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL

*Vu l'article 21 de la constitution togolaise ;*

*Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'aménagement rural.*

*Vu le décret n° 80-160 du 25/5/1980 portant organisation des services relevant du ministère de l'aménagement rural.*

*Vu le décret n° 78-46 du 17 mai 1978 fixant la procédure de constatation et d'évaluation des terres comprises dans les périmètres d'Aménagement.*

*Vu le décret n° 76-126 du 26/7/76 portant création et organisation de la Direction de la législation Agro-foncière ;*

### ARRETE :

Article premier — La direction de la législation agro-foncière comprend :

1°) *La division de la documentation, de l'information et des recherches chargée de :*

— l'information, l'éducation et la sensibilisation des masses rurales sur la politique agro-foncière du gouvernement ;

— la collecte, la conservation et le traitement de tous documents utiles à l'application de la réforme foncière ;

— des recherches en matière d'aménagement du territoire et de l'organisation rationnelle du monde rural.

2°) *La division des études et de l'application de la réforme foncière.*

— Elle est chargée :

— de faire des études sur le droit foncier coutumier togolais et ses incidences sur la réforme foncière ;

— de mener des enquêtes dans le cadre des plans d'aménagement, de colonisation et d'occupation des terres incultes ;

— d'assister, sur le plan technique, les commissions régionales ;

— de contrôler l'exécution de la réforme foncière ;

— de coordonner les activités des commissions nationales et régionales dans le domaine du règlement des contentieux relatifs à l'application de la réforme foncière.

3°) *La division des brigades opérationnelles chargée des travaux topographiques et cartographiques notamment :*

— le recensement et le levé parcellaire des terres incultes ;

— la transcription des travaux de terrain ;

— la confection et la multiplication des cartes.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République Togolaise.

Lomé, le 30 novembre 1982

Le ministre de l'aménagement rural,

S. KORTHO

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

### Feux précoces

Arrêté n° 10/MAR du 23-11-82 — Les dates limites des feux précoces pour la saison sèche 1982-1983 sont fixées comme suit :

1°) *Inspection forestière de la région des Savanes*

Préfectures de Tône et de l'Oti  
— 30 novembre 1982

2°) *Inspection forestière de la région de la Kara*

Préfectures de la Kozah, de la Binah, d'Assoli,  
de Doufelgou, de Bassar et de la Kéran  
— 5 décembre 1982

3°) *Inspection forestière de la région Centrale*

Préfectures de Tchaoudjo, de Tchamba et de  
Sotouboua  
— 5 décembre 1982.

4°) *Inspection forestière de la région des Plateaux*

Préfectures de Haho et de l'Ogou  
— 5 décembre 1982

Préfectures de Wawa, d'Amou et de Kloto  
— 10 décembre 1982

5°) *Inspection forestière de la région Maritime*

Préfectures du Golfe, des Lacs, de Vo, de Yoto  
et de Zio  
— 5 décembre 1982

Après les dates ainsi fixées, toutes mise à feu est interdite sauf dans les cas et conditions prévus à l'article 2 du décret n° 74-160 du 17 octobre 1974.

**TRANSFERT D'UN CHEF-LIEU DE L'INSPECTION  
FORESTIERE**

Arrêté n° 14/MAR du 30-11-82 — Le chef-lieu de l'inspection forestière de la région Maritime est transféré à Tabligbo, préfecture de Yoto.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

**Nominations**

Arrêté n° 12/MAR du 25-11-82 — M. DINGNINOU Ayaovi Mawuëna, du grade d'ingénieur principal 2e échelon, directeur-adjoint des études pédologiques et de l'écologie générale est nommé cumulativement avec ses fonctions, chef du service pédologique de la région Maritime.

Les émoluments de l'intéressé ne changent pas d'imputation budgétaire.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 51/MAR du 26-11-82 — En attendant le décret portant nomination d'un directeur du service de la législation agro-foncière, M. SIMLIWA Djato Messétom ingénieur des travaux forestiers de 2e classe 2e échelon est nommé directeur du service de la législation agro-foncière en remplacement de M. PENNANAECHE Biova Soumi appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA  
REPUBLIQUE CHARGE DE L'INFORMATION, POSTES  
TELECOMMUNICATIONS**

**NOMINATION**

Arrêté n° 177/PR/MINFO/PT du 29-10-82 — M. DOS-SOU Ayao, contrôleur de 2e classe 1er échelon précédemment en service à Lomé-RP est nommé receveur du bureau de postes d'Aného en remplacement de M. AGONGO Kotchikpa.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 29 octobre 1982.

**DIVERS**

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE,**

**OFFICINE DE PHARMACIE**

Arrêté n° 109/PR-MSPAS du 22-11-82 — Mme d'ALMEIDA Dédé Madjé, née AHODIKPE, pharmacienne, est autorisée à exploiter une officine de pharmacie située à l'angle de la rue d'Amoutivé et de la rue du docteur Mililoux à Lomé.

Si pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, la pharmacienne propriétaire ou ses héritiers devront renvoyer la présente licence au ministère de la Santé publique et des affaires sociales.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**CONCESSIONS DE PENSIONS DE RETRAITE DE VEUVE  
ET D'ORPHELIN**

Arrêté n° 445/MEF/CR du 15-11-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de trois cent vingt sept mille cinq cent quatre vingt huit (327.588) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AYIVON Komlan Akoumé, maréchal des logis 6e échelon n° mle 168 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982 ;

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AYIVON Komlan Akoumé, pour compter du 1er octobre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Komlangan, né en 1954

Ablavi, née le 1er juillet 1958

Adjogan, née le 12 janvier 1959

Adjovi, née le 12 janvier 1959

Akossiwa, née le 26 novembre 1961

Komlan, né le 16 octobre 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt et un mille neuf cents (81.900) francs pour compter du 1er octobre 1982.

M. AYIVON Kom'an Akoumé pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang ci-après désignés :

Koffi, né le 9 novembre 1962  
Dossèh, né le 20 décembre 1963  
Kossiawavi, née le 25 avril 1965.  
Afiavi, née le 7 janvier 1966  
Nonvimélio, née le 3 mai 1971  
Kossivi, né le 25 juin 1978.

Arrêté n° 446/MEF/CR du 17/11/82 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de CENT TRENTE TROIS MILLE CENT QUARANTE HUIT (133.148) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. KPELE Manimbou, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0387 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1982.

M. KPELE Manimbou pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Assioure, née le 30 octobre 1971  
Diganao, né le 17 octobre 1973  
Kibalou, né le 13 juin 1976  
Meyopiliwa, née le 2 juillet 1976  
Anaégnindou, né le 2 mai 1978  
Essotcho'o, né le 15 février 1981.

Arrêté n° 448/MEF/CR du 18/11/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de TROIS CENT SOIXANTE HUIT MILLE TROIS CENT QUARANTE HUIT (368.348) FRANCS est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. YAO Diaprè adjoint-technique de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de l'élevage (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

M. YAO Diaprè pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Aya, né le 15 juillet 1966  
Koffi, né le 29 août 1970  
Kouami, né le 10 novembre 1973  
N'guissan, né le 2 octobre 1980.

Arrêté n° 451/MEF/CR du 18/11/82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de CINQ CENT CINQUANTE DEUX MILLE CINQ CENT VINGT (552.520) FRANCS est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. BATABA Babayé-

mah Lafelga, adjudant chef 3e échelon n° mle 169 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200) admis à la retraite ;

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. BATABA Babayémah Lafelga pour compter du 1er octobre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Louganda, née le 5 décembre 1961  
Tahékana, né le 7 novembre 1963  
Soklémah, né le 10 août 1964  
Koubonguéné, née le 31 mai 1965  
Lakina, né le 9 janvier 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT DIX MILLE CINQ CENT QUATRE (110.504) FRANCS pour compter du 1er octobre 1982 ;

M. BATABA Babayémah Lafelga pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 12e rang) ci-après désignés :

Ena, née le 21 décembre 1966  
Dédjéna, née le 29 octobre 1967  
Lébémymah, née le 26 juin 1972  
Madjéta, née le 1er septembre 1973  
Ogoma, né le 1er juillet 1975  
So'embéna, née le 9 mai 1978  
M'Bata, née le 22 juillet 1980.

Arrêté n° 452/MEF/CR du 18/11/82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de QUATRE CENT SOIXANTE HUIT MILLE TROIS CENT SOIXANTE (468.360) Francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AZOUMA A'otou, Maréchal des logis chef 4e échelon n° mle 165 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1982.

M. AZOUMA A'otou pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 16e rang) ci-après désignés :

Pagnoudabideing, née le 1er juillet 1966  
Essohouna, née le 18 octobre 1967  
Essodina, née le 29 août 1969  
Essolabinam, née le 7 juillet 1970  
Lama Bello, née le 12 juillet 1971  
Balamwé, née le 15 octobre 1972  
Pamazi, né le 25 novembre 1972  
Gnozidebè'o, née le 25 avril 1974

Bodonakètiwé, née le 26 novembre 1974

Méyébinesso, né le 22 juillet 1975

Pinuwé, né le 12 mai 1977

Manéwessoué, née le 25 juin 1977

Essossimna, né le 18 mars 1978

Daninewoè, née le 6 octobre 1980

Alouwèm, née le 7 novembre 1980.

Arrêté n° 453/MEF/CR du 18-11-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de six cent cinquante deux mille cent cinquante six (652.156) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. DJAGNIKPO Komi, adjudant chef 3e échelon n° m'e 10303 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. DJAGNIKPO Komi pour compter du 1er octobre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Adjoa, née le 7 mai 1962

Com'an, né le 17 novembre 1963

Ahoéfa, née le 24 juin 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante cinq mille deux cent seize (65.216) francs pour compter du 1er octobre 1982.

M. DJAGNIKPO Komi pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 14e rang) ci-après désignés :

Akuavi, née le 30 novembre 1966

Afolá, née le 22 octobre 1968

Koffi, né le 28 février 1969

Kossi, né le 11 avril 1971

Alognon, né le 11 juin 1971

Akpénou, née le 21 décembre 1971

Ablavi, née le 27 février 1974

Amévi, né le 7 février 1976

Comlanvi, né le 15 mars 1977

Yaovi, né le 17 juillet 1980

Komlagan, né le 14 avril 1981.

Arrêté n° 455/MEF/CR du 22-11-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt trois mille quatre cent cinquante six (483.456) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AMEGAVIE Kokou Agbéwoanou, infirmier d'Etat principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AMEGAVIE Kokou Agbéwoanou pour compter du 1er octobre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

N'Dé Kpadénou, né le 12 mai 1955

Do-Adjignon, né le 4 décembre 1956

Houédessou, né le 9 mars 1957

Hodemissi, né le 5 février 1959

Viwassi, née le 23 août 1959

Amewoazin, née le 28 août 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt mille huit cent soixante quatre (120.864) francs pour compter du 1er octobre 1982.

M. AMEGAVIE Kokou Agbéwoanou pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 16e rang) ci-après désignés :

Hogbeamédé, née le 28 octobre 1962

Vihouénou, né le 19 novembre 1965

Tohoindo, né le 17 janvier 1967

Senouwogbé, né le 25 juillet 1969

Setoenyinou, né le 8 octobre 1969.

Arrêté n° 456/MEF/CR du 22-11-82 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 79%) au montant annuel de un million deux cent vingt deux mille quatre cent seize (1.222.416) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AZIANKPOR Ayoavi, capitaine 4e échelon n° m'e 20166 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 2050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AZIANKPOR Ayoavi pour compter du 1er juillet 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kouami, né le 12 septembre 1953

Komi, né le 29 décembre 1956

Akossiwa, née le 18 août 1957

Massah, née le 20 janvier 1961

Mana, née le 20 novembre 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quarante quatre mille quatre cent quatre vingt quatre (244.484) francs pour compter du 1er juillet 1982.

M. AZIANKPOR Ayoavi pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (6e rang) — Ablan, née le 4 février 1969.



Arrêté n° 457/MEF/CR du 22/11/82 — Une pension proportionnelle (pourcentage 38%) au montant annuel de CINQ CENT UN MILLE NEUF CENT QUARANTE HUIT (501.948) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. ANANI Folly Doho, contrôleur technique principal de classe exceptionnelle de la radio-diffusion du Togo (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

M. ANANI Folly Doho pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre des enfants (du 2e au 9e rang) ci-après désignés :

Afi, née le 27 septembre 1963  
Comlan, né le 19 octobre 1963  
Kokouvi, né le 26 mai 1965  
Akouavi, née le 5 avril 1967  
Koffigan, né le 1er août 1969  
Koffivi, né le 28 mai 1971  
Afogninou, né le 15 janvier 1973  
Kokouvi, né le 7 janvier 1976.

Arrêté n° 458/MEF/CR du 22/11/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 50%) au montant annuel de deux cent soixante quatre mille cent quatre vingt quatre (264.184) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. SANTA N'Tcha, gardien de préfecture 6e échelon (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1982.

M. SANTA N'Tcha pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

N'Tikenan, né le 28 juillet 1965  
Yemétché, né le 21 janvier 1968  
N'Moutchoré, né vers 1968  
Bagné, née le 20 juillet 1970  
N'Bouyada, né le 9 mars 1976  
Yéntinaga, née le 21 juin 1976  
N'Tiholé, né le 26 avril 1978  
Yénogha, né le 23 février 1982  
N'Maito, né le 18 février 1982.

Arrêté n° 459/MEF/CR du 22/11/82 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SIX CENT HUIT (173.608) francs pour compter du 2 novembre 1981 et de CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT HUIT (182.288) francs pour compter du 1er janvier 1982 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. SAMANA Kossivi, caporal-chef 5e échelon n° mle 0227 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 2 novembre 1981.

M. SAMANA Kossivi pourra prétendre, pour compter du 2 novembre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Yawavi, née le 21 décembre 1967  
Ablan, née le 26 mars 1968  
Kodjovi, né le 25 mai 1970  
Ablavi, née le 28 août 1973  
Kodjovi, né le 17 novembre 1975  
Kossivi, né le 12 septembre 1976  
Ab'avi, née le 18 octobre 1977.

Arrêté n° 460/MEF/CR du 22/11/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 53%) au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT HUIT (295.888) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. TCHEDELI Ama, maréchal des logis 6e échelon du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1982.

M. TCHEDELI Ama pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 10e rang) ci-après désignés :

Essohanam, né le 2 décembre 1964  
Poko, né le 21 mai 1967  
Banabessé, né le 28 juin 1969  
Koudjokalou, née le 20 juillet 1970  
Piyabaïo, né le 28 juin 1972  
Maguissiane, né le 2 décembre 1972  
Afeignindo, né le 9 décembre 1974  
Anaa, né le 2 avril 1976  
Balakiyem, né le 13 avril 1977  
Boyodé, né le 26 octobre 1979.

Arrêté n° 462/MEF/CR du 1/12/82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo aux orphelins de M. AMOUZOU Patabati, maréchal des logis-chef 4e échelon n° mle 1732 (indice 850), pourcentage 48 pour cent) en retraite décédé le 13 octobre 1978, une pension temporaire d'orphelin fixée à VINGT NEUF MILLE TROIS CENT TRENTE DEUX (29.332) FRANCS par an pour compter du 16 septembre 1981 et à TRENTE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SEIZE (30.796) FRANCS par an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Samala-Egou'ou, né le 8 février 1963  
Bagnidouzoué, née le 28 octobre 1967.

Payab'es jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émouvements attribués aux orphelins susnommés seront versés entre les mains de Mme AMOUZOU Méaba, chargée de leur tutelle.



Arrêté n° 463/MEF/CR du 1/12/82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve TSIPOTOU Amah (née SOVON)

Mme veuve TSIPOTOU Akossiwa (née AKOTO)

épouses de M. TSIPOTOU Frantz Kessougbo, contremaître 3e échelon du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 850, pourcentage 68 pour cent) en retraite décédé le 27 janvier 1981, une pension de veuve au taux annuel de CENT TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGTS (103 880) francs pour compter du 30 août 1981 et de CENT NEUF MILLE SOIXANTE DOUZE (109 072) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Par application des dispositions de l'article 22 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve TSIPOTOU Amah (née SOVON) une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 pour cent de sa pension principale pour compter du 30 août 1981 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kodjo, né en 1947

Mensah, né le 2 octobre 1950

Akouvi, née le 18 mars 1953

Atsou, né le 19 mai 1956

Atsoupoé, née le 19 mai 1956

Kokou, né le 12 août 1959

Le montant annuel de cette majoration est fixé à VINGT CINQ MILLE NEUF CENT SOIXANTE DOUZE (25 972) francs pour compter du 30 août 1981 et à VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE HUIT (27 268) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Mme veuve TSIPOTOU Akossiwa (née AKOTO), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 pour cent de sa pension principale pour compter du 30 août 1981 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Kokou, né le 12 août 1959

Akuto, né le 6 septembre 1961

Kossiwa, née le 26 avril 1964

Le montant annuel de cette majoration est fixé à DIX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT (10 388) francs pour compter du 30 août 1981 et à DIX MILLE NEUF CENT HUIT (10 908) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX (41 552) francs par an pour compter du 30 août 1981 et à QUARANTE TROIS MILLE SIX CENT VINGT HUIT (43 628) francs l'an pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Akuto, né le 6 septembre 1961

Kossiwa, née le 26 avril 1964

Kodjotsé, né le 24 octobre 1966

Amivi, née le 1er mars 1969

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. TSIPOTOU Koffi Doméko administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 464/MEF/CR du 1/12/82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins ci-après désignés :

Ouro-Gaffo, né le 10 mai 1969

Izotou, né le 4 janvier 1974

héritiers de M. TCHASSAO Yikodo, moniteur-adjoint de 3e classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 310, pourcentage 6 pour cent) décédé le 2 avril 1979, une pension temporaire d'orphelin fixée à mille deux cent seize (1 216) francs par an pour compter du 1er mai 1979, à mille trois cent quarante (1 340) francs l'an pour compter du 1er janvier 1980 et à mille quatre cent quatre (1 404) francs par an pour compter du 1er janvier 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés susceptibles d'être comparés au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versés entre les mains de Mme TOUTABIZI Falaïou (née TCHASSAO) administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 465/MEF/CR du 6/12/82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve MOUZOU Panina (née MOUZOU)

Mme veuve MOUZOU Padanazani (née LANWI)

épouses de M. MOUZOU N'Doté Padanada, sergent musicien 4e échelon n° mle 069/M du corps du personnel de la musique principale des F.A.T. (indice 600, pourcentage 33 pour cent) décédé le 1er janvier 1982, une pension de veuve au taux annuel de trente sept mille trois cent soixante quatre (37 364) francs pour compter du 1er février 1982 ;

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à cinquante six mille six cent douze (56 612) francs l'an pour compter du 1er février 1982,

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille neuf cent quarante huit (14 948) francs l'an pour compter du 1er février 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Essohana, née le 9 février 1973

Mambiza, né le 20 septembre 1977

Naka, née le 4 janvier 1978

Maana, née le 28 novembre 1978

Mèhèza, née le 2 juillet 1979

P'Rénè, née le 14 décembre 1979

Mananaa, née le 21 novembre 1981.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à vingt deux mille six cent quarante quatre (22 644) francs l'an pour compter du 1er février 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. MOUZOU Poyodi Mahwahki, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 466/MEF/CR du 6/12/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74 pour cent) au montant annuel de cinq cent trente mille six cent trente deux (530.632) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. GBIKPI Têtévi Ekpeh, instituteur-adjoint de 1ère classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. GBIKPI Têtévi Ekpeh pour compter du 1er octobre 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 pour cent de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Hona, né le 14 juillet 1950  
Dédé, née le 4 janvier 1953  
Datè, né le 13 mars 1955  
Dansomon, né le 7 juin 1957  
Ablafa, né le 11 août 1959  
Anani, né le 7 janvier 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente deux mille six cent soixante (132.660) francs pour compter du 1er octobre 1982.

M. GBIKPI Têtévi Ekpeh pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

Mawuéna, né le 12 décembre 1963  
Kokovi, née le 1er mai 1965  
Dédévi, née le 8 juillet 1974  
Biova, née le 3 mars 1977.

Arrêté n° 468/MEF/CR du 8-12-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de cinq cent quarante six mille huit cent soixante (546.860) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AKUE Adotévi Kpakpogan contre-maitre principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AKUE Adotévi Kpakpogan pour compter du 1er octobre 1982 une majoration pour famille

nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Adoté Ayao, né le 15 juillet 1954  
Adotévi Toto, né le 3 mai 1957  
Adoté Kossivi, né le 23 juin 1957  
Adotévi Yaovi, né le 17 septembre 1959  
Adokoé Amévi, née le 14 juillet 1960  
Messan Goudjo, né le 30 novembre 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente six mille sept cent seize (136.716) francs pour compter du 1er octobre 1982.

M. AKUE Adotévi Kpakpogan pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 14e rang) ci-après désignés :

Adoko Sinsivi, né le 2 juillet 1964  
Adokovi Amélié, née le 22 août 1964  
Kalé Dégbessi, née le 30 juillet 1966  
Adoté Koffi, né le 18 janvier 1967  
Kalé Akouavi, née le 21 février 1967  
Adouayi Azonsou, né le 29 janvier 1969  
Tsotsovi Azondo, née le 9 novembre 1969  
Adolé Adjoavi, née le 11 mai 1970.

Arrêté n° 469/MEF/CR du 8-12-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de cinq cent soixante treize mille six cent cinquante six (573.656) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme GBODUI Dédégan (née BOCCOVI) institutrice-adjointe de 1ère classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 950) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1982.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

### AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la copie du titre foncier n° 12.332/R.T. appartenant à M. ADJAKLO Komi (Simon) demeurant à Lomé

(Pour première insertion).

